

Philosophie et développement: de nouvelles perspectives

Sarah Lemelin-Bellerose

5966350

École d'études supérieures en affaires publiques et internationales

Université d'Ottawa

14 juillet 2016

Superviseur: Gilles Breton

Table des matières

Résumé.....	p.1
Introduction.....	p.3

Partie 1: Conceptualisation

Développement.....	p.7
<i>Aperçu général</i>	p.7
<i>Économie du développement</i>	p.10
<i>Critiques</i>	p.12
Capabilités.....	p.17

Partie 2: Revue de littérature

Nussbaum: L'approche des capabilités.....	p.19
Wolff et De-Shalit: Désavantage.....	p.26
Duflo: Lutte contre la pauvreté I et II.....	p.31
Fassin: La raison humanitaire, une histoire morale du présent.....	p.35

Partie 3: Application concrète

Éléments déjà proposés pour reconsidérer le développement.....	p.42
Application concrète de l'approche.....	p.44
<i>Pistes d'actions possibles à court terme</i>	p.45
<i>Pistes d'action possibles à long terme</i>	p.46
En guise de conclusion.....	p.48
<i>Bibliographie</i>	p.52
<i>Annexe 1</i>	p.54
<i>Annexe 2</i>	p.57

Résumé

Le développement fait face à de nombreuses critiques. De multiples programmes d'aide internationale au développement mis en place par les gouvernements et les organisations internationales connaissent des échecs. Ce mémoire propose des pistes pour repenser l'aide au développement avec une approche multidisciplinaire. En partant de l'approche des capacités de Nussbaum, il sera avancé qu'un détour peut être effectué pour repenser le développement: plutôt que de l'aborder traditionnellement avec une perspective économique (économie du développement), une perspective philosophique pourrait être très enrichissante.

(...)Voici des hommes dans une habitation souterraine en forme de grotte, qui a son entrée en longueur, ouvrant à la lumière du jour l'ensemble de la grotte; ils y sont depuis leur enfance, les jambes et la nuque pris dans des liens qui les obligent à rester en place et à ne regarder que vers l'avant, incapables qu'ils sont, à cause du lien, de tourner la tête, leur parvient la lumière d'un feu qui brûle en haut et au loin, derrière eux; et entre le feu et les hommes enchaînés. une route dans la hauteur, le long de laquelle voici qu'un muret a été élevé, de la même façon que les démonstrateurs de marionnettes disposent de cloisons que les séparent des gens,; c'est par-dessus qu'ils montrent leurs merveilles.

(...)

-Examine alors, dis-je, ce qui se passerait si on les détachait de leurs liens et si on les guérissait de leur égarement, au cas où de façon naturelle les choses se passeraient à peu près comme suit. Chaque fois que l'un d'eux serait détaché, et serait contraint de se lever et regarder la lumière, à chacun de ces gestes il souffrirait, et l'éblouissement le rendrait incapable de distinguer les choses dont tout à l'heure il voyait les ombres; que crois-tu qu'il répondrait, si on lui disait que tout à l'heure il ne voyait que des sottises, tandis qu'à présent qu'il se trouve un peu plus près de ce qui est réellement, et qu'il est tourné vers ce qui est plus réel, il voit plus correctement? Surtout si, en lui montrant chacune des choses qui passent, on lui demandait ce qu'elle est, en le contraignant à répondre? Ne crois-tu pas qu'il serait perdu, et qu'il considérerait que ce qu'il voyait tout à l'heure était plus vrai que ce qu'on lui montre à présent?

-Bien plus vrai, dit-il

-Et de plus, si on le contraignait aussi à tourner les yeux vers la lumière elle-même, n'aurait-il pas mal aux yeux, et ne la fuirait-il pas pour se retourner vers les choses qu'il est capable de distinguer, en considérant ces dernières comme réellement plus nettes que celles qu'on lui montre?

-Si c'est cela, dit-il

-Et si on l'arrachait de là par la force, dis-je, en le faisant monter par la pente rocailleuse et raide, et si on ne le lâchait pas avant de l'avoir tiré dehors jusqu'à la lumière du soleil, n'en souffrirait-il pas, et ne s'indignerait-il pas d'être traîné de la sorte? et lorsqu'il arriverait à la lumière, les yeux inondés de l'éclat du jour, serait-il capable de voir ne fût-ce qu'une seule des choses qu'à présent on lui dirait être vraies?

-Non, il ne le serait pas, dit-il, en tout cas pas tout de suite

(...)

La République, livre VII, 515c à 516a (La caverne)

Introduction

Chaque année, des conflits armés éclatent un peu partout sur la planète. Chaque année, les éléments de la nature se déchaînent et font des ravages, surtout dans les endroits les plus peuplés et les plus pauvres du monde. Chaque année, des milliers de gens meurent de conditions de vie précaires dus à leur pauvreté extrême. Pour répondre à tout cette « misère du monde », plusieurs modes d'intervention, en provenance surtout des pays riches, se sont développés. En général, il y a d'un côté l'aide au développement qui vise plutôt une assistance à long terme pour donner aux populations démunies des outils pour se sortir de la pauvreté et de l'autre côté, il y a l'aide humanitaire qui est une aide d'urgence visant à sauver des vies. Participant à ces formes d'assistance, l'on retrouve une profusion d'acteurs, créant un mélange assez éclectique: il y a des acteurs étatiques, non étatiques, internationaux, issus de coalitions, de groupes religieux, de compagnies privées, etc. Malgré les intentions souvent nobles de certains de ces individus, beaucoup sont très critiques de leurs actions: on soutient que l'argent est mal investi, voire gaspillé, que les moyens utilisés ne sont pas adéquats ni efficaces, qu'il y a un risque d'ingérence, etc.

Le développement est donc considéré par plusieurs comme un processus « top down », ayant créé beaucoup plus de mal que de bien, partant d'une perspective complètement occidentale où le but est de former les pays « sous-développés » à l'image des sociétés occidentales (principaux acteurs du développement) qui ont connu du succès (Rizal, 2006, p. 58), le « succès » étant souvent mesuré via des critères économiques, tels que la croissance du produit intérieur brut (PIB). Cette manière de faire le développement est souvent vivement critiquée, puisque beaucoup affirment que le fait qu'un pays quelconque connaisse une croissance significative n'apporte rien humainement si les conditions de vie n'y sont pas meilleures (Easterly, 2006).

Tel que Collier l'explique, le monde d'aujourd'hui, façonné par la mondialisation, peut être imaginé comme le jeu *Serpents et échelles*. Il y a de nombreuses échelles, très efficaces, utilisées surtout par les pays occidentaux. Mais il y a aussi des serpents, des genres de « chutes », rencontrés surtout par les pays les plus en difficulté (Collier, 2007). Le développement devrait être orchestré afin d'éliminer ces serpents du jeu ou du moins, pour minimiser leur impact et non seulement pour modifier leur trajectoire, comme c'est le cas présentement. Malheureusement, tel que le jeu est actuellement construit, il y a de fortes chances que les pays les plus pauvres aujourd'hui le soient encore dans trente ans, à moins que... Ce mémoire, tout comme Collier le soutient pour son livre très reconnu *The Bottom Million*, se veut être le « à moins que... » (*unless*) (Collier, 2007), « cette possibilité que... », cette affirmation qu'il n'est pas trop tard pour revoir nos manières d'aborder le développement et pour renverser la situation.

La majorité des pays l'abordent via leurs politiques d'aide au développement, c'est-à-dire des programmes à long terme d'aide à l'étranger. Afin de les orienter, ils mettent en place certaines politiques publiques d'aide au développement construites en fonction de la vision de chacun de l'aide internationale. Un point de départ pour repenser le développement serait donc de donner une nouvelle vision aux politiques publiques d'aide au développement des pays, une approche novatrice qui comblerait ses présentes failles.

L'ÉSAPI (École supérieure d'affaires publiques et internationales) est une école mettant de l'avant une approche interdisciplinaire, autant dans l'enseignement que dans la recherche. Ce travail part donc de l'hypothèse qu'un nouveau domaine d'étude, autre que l'économie, pourrait s'allier au développement pour combler ses présentes lacunes, les pratiques de l'ÉSAPI démontrant que la multidisciplinarité peut être une formule gagnante, autant pour la recherche que sur le terrain.

L'approche des capacités est en effervescence depuis une trentaine d'années et a d'ailleurs été utilisée dans les rapports du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle consiste à analyser les « capacités » de chaque individu; ce que chacun est réellement capable de faire. Même si de nombreux universitaires ont développé des variantes de l'approche des capacités originalement développée par Sen, celle de Martha C. Nussbaum est particulièrement intéressante, puisque c'est une des approches les plus complète quant à sa mise en œuvre, cette dernière développant une théorie de la justice sociale via l'approche des capacités. Elle est donc un excellent point de départ pour repenser le développement, tel que conçu traditionnellement, utilisant plusieurs notions de la philosophie pour construire son approche repensant le développement, Nussbaum étant philosophe de formation. . En analysant cette approche, il pourra être considéré si la philosophie semble être un détour pertinent et enrichissant pour repenser le développement, si elle apporte des éléments nouveaux pour réorienter l'aide au développement.

Le fil conducteur de ce mémoire sera la recherche d'une nouvelle discipline pour repenser le développement, dans ce cas-ci avec l'hypothèse de la philosophie. Afin d'étudier cette hypothèse, ce mémoire aura comme point de départ la question suivante: Comment repenser les politiques publiques d'aide au développement via l'approche des capacités de Nussbaum? Pour y répondre, il sera divisé en trois sections. La première présentera les différents concepts utilisés dans ce travail, en particulier, l'on s'attardera sur le concept de développement, puis plus spécifiquement sur l'économie du développement, approche dominante dans le domaine et sur le concept de capacités, concept pouvant posséder plusieurs sens. La deuxième section sera une revue de littérature présentant l'approche des capacités de Nussbaum, mais aussi d'autres démarches pouvant l'enrichir et susciter la réflexion, dont une approche plutôt philosophique, ce fil conducteur guidant toutes les sections du travail. Enfin, la troisième

section se voudra une réponse directe à la question de départ en proposant des idées concrètes pour allier philosophie et développement afin de repenser les politiques publiques d'aide au développement.

Partie 1 : Conceptualisation

A society can be Pareto optimal and still perfectly disgusting.
-Amartya Sen

Développement

Aperçu général

Ce travail voulant proposer des pistes pour repenser les politiques publiques liées au développement, il est nécessaire de définir ce qu'on entend par développement. Cela est très important, puisque la manière de l'évaluer dépend de la définition qu'on lui attribue. Un aperçu des différentes valeurs lui étant accordées seront présentées, avec un focus particulier sur l'économie du développement, car c'est via cette branche du développement que divers outils de mesure ont été mis en place dans les dernières décennies pour orienter les politiques publiques et les différents programmes d'aide au développement.

En fait, qu'est-ce que le développement? Ce concept est utilisé non seulement en sciences sociales, mais aussi dans de nombreuses autres disciplines de la biologie à l'économie (Azoulay, 2002, p. 29). Toutefois, contrairement à d'autres disciplines, en sciences sociales, le concept n'a pas de définition universelle (Ibid) et ironiquement est un processus sans début ni fin : on ne peut pas dire d'une société ou d'un groupe qu'il est enfin développé, qu'il est rendu là où il devrait être (Black, 1991, p. 1).

Ce concept existe depuis des siècles, bien qu'il semble avoir pris une position précise avec l'économie du développement après la Deuxième Guerre mondiale, tel qu'il sera présenté plus bas. Même durant la période coloniale, l'idée de développement semblait présente: l'on voulait transmettre nos idées, nos valeurs et nos coutumes à l'autre afin « d'améliorer » sa condition. À cette époque, les Européens disaient non seulement avoir le droit de conquérir d'autres nations, mais surtout le devoir de « civiliser » les peuples conquis (Munck & O'Hearn, 1999, p. 5).

À la fin des années 1940, la doctrine Truman instaura « une nouvelle ère du développement », une nouvelle conception des relations internationales (Rist, 2001, p.120) et de ces changements émergea un concept intrinsèquement lié à l'idée de développement, celui de « sous-développement ». Dès ce moment, de nombreux groupes n'étaient plus des Quechuas, des Aymaras ou des Hutus; tous possédaient désormais la même réalité, celle de « sous-développés » (Rist, 2001, p. 131). Ils n'étaient plus maîtres de leur destin, devant désormais atteindre certains objectifs, déterminés par les pays se disant « développés » (Sachs, 2010, pp. 6-7). Ainsi, comme l'explique clairement Azoulay: « Le 'sous-développement' est globalement considéré comme un manque et les 'sous-développés' comme des pauvres, mais aucune analyse historique des phénomènes de pauvreté n'est avancée. » (Azoulay, 2002, p. 47). Le développement est donc ici perçu comme une quête, un but à atteindre, but tout de même assez vague, n'ayant pas de définition fixe des concepts.

Même si l'on retrouve principalement l'idée de lutte contre la pauvreté en tant que thème central (et des plus complexes) du développement (Azoulay, 2002, p. 28), il n'y a jamais eu de définition généralement acceptée ou de signification précise. Ainsi, il porte la valeur que chacun lui accorde. Chacun l'adaptant à sa guise, il est connoté, positivement ou négativement, selon la vision et les intérêts de celui qui l'emploie. Beaucoup d'actions ont donc été commises au nom du développement, en fonction de visions du monde contrastantes (Black, 1991, p. 1), la définition accordée variant en fonction du problème central identifié (Black, 1991, p. 15).

Pour présenter l'ampleur des significations qu'on peut lui accorder, voici quelques « définitions », toutes avec un sens très différent. L'Organisation des Nations Unies (ONU) donne une connotation positive à cette idée, voyant le développement comme une source de bien-être, donnant des possibilités à l'individu (Azoulay, 2002, p. 30). D'ailleurs, U Thant, secrétaire général de l'ONU de 1961 à 1971 en propose une définition assez classique: « Le développement, c'est la croissance plus le changement. Le changement en retour est social et culturel et aussi bien qualitatif que quantitatif. » (Azoulay, 2002, p. 30).

Un manuel scolaire sur l'économie du développement présente d'ailleurs une vision semblable: « Development: The process of improving the quality of all human lives and capabilities by raising people's levels of living, self-esteem, and freedom » (Todaro, 2011, p. 7). Cette définition est surprenante pour un manuel scolaire, ne laissant place à aucune vision critique pour l'étudiant, présentant le développement comme un phénomène des plus bénéfique.

D'autres considèrent le développement comme une idée plutôt occidentale et invasive, pas nécessairement bénéfique pour les individus concernés: «Development is the process whereby other people are dominated and their destinies are shaped according to an essentially Western way of conceiving and perceiving the world. » (Munck & O'Hearn, 1999, p. 1).

Or, comme le soutient Rist, peut-on vraiment dire que ce sont des définitions du concept? (Rist, 2001, p. 21) En effet, ces « définitions » ont plusieurs présupposés et « sont généralement fondées sur la manière dont une personne (ou un ensemble de personnes) se représente(nt) les conditions idéales de l'existence sociale. (...) La définition des représentations est totalement dépendante de la subjectivité du locuteur (...) ». (Rist, 2001, p. 22)

Rist définit le développement comme suit: « Le développement est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence, qui, pour assurer la reproduction sociale, oblige à transformer et à détruire de façon généralisée le milieu naturel et les rapports sociaux, en vue d'une production croissante de marchandises, biens

et services destinés, à travers l'échange, à la demande solvable » (Rist, 2001, pp. 27–36). Bref, cette définition semble plus explicative que les précédentes qui semblent plutôt normatives. Toutefois, il est difficile d'accorder une définition complètement objective à un concept aussi chargé de sens.

Ces éléments n'étaient qu'un très maigre échantillon de visions sur le développement, donnant tout de même un aperçu des possibles critiques à son égard. En somme, d'un côté, parmi les individus qui prônent le développement, l'on retrouve toujours une idée de transformation, d'un changement d'une position considérée défavorable à une position favorable ou avantageuse, où il y a émancipation de l'individu (Rizal, 2006, p. 57). Le traditionalisme étant perçu comme un problème et le modernisme comme la solution (Black, 1991, p. 16). On voit dès lors le développement comme inné (Munck & O'Hearn, 1999, p. 2). Parmi ceux s'opposant à cette idée, l'on voit plutôt le développement comme une construction occidentale, subordonnant le Sud au Nord, l'Est à l'Ouest où une société se dit meilleure qu'une autre, considérant qu'elle n'a rien à apprendre de l'autre et au contraire, tout à lui enseigner (Munck & O'Hearn, 1999, p. 11). Il y a donc une idée de domination et de supériorité culturelle dans l'idée de développement selon ce parti (Munck & O'Hearn, 1999, p. 5). D'un niveau général, cette idée s'intéresse à la compréhension des inégalités, surtout matérielles, entre différentes régions du globe (Azoulay, 2002, p. 27). Plus encore, le développement comporte plusieurs dimensions autant sociale, politique qu'économique, beaucoup prônant l'analyse de critères économiques pour mesurer le développement, d'autres les rejetant, favorisant des critères sociaux (Azoulay, 2002, pp. 33–34). Bref, Nussbaum soutient que « le développement est un concept normatif. Il signifie - ou devrait signifier - que les choses s'améliorent » (Nussbaum, 2012, p. 73). Malheureusement, pour les raisons susdites, il est rarement synonyme de cela...

Enfin, tel que susmentionné, il est important de donner une valeur au développement, car c'est cette valeur qui guide les actions lui étant accordées (Sen, 1988). Il est important de noter que les valeurs susmentionnées représentent parfois ce qu'on voudrait que le développement soit (ex: définition de Todaro et Smith), mais ceci ne se matérialise pas dans le contexte actuel. Dans ce travail, la définition de Rist semble appropriée. Toutefois, pour des raisons qui seront présentées tout au long de ce travail, il est soutenu que le concept de développement, dans sa présente matérialisation, doit être complètement repensé. Il sera soutenu qu'on doit le revoir en analysant les fins (capabilités) pour améliorer le bien-être des gens et non en confondant les moyens (ex. croissance du PIB) pour des fins, tel que c'est le cas présentement (Sen, 1988). Les principes pour se faire seront exposés plus loin.

Le développement en tant que tel, est une idée très vague, d'où sa grande malléabilité, mais possédant de nombreux sous-champs, tel que susmentionné. Un des sous-champ très populaire et développé dans les six dernières décennies est l'économie

du développement. Discipline très importante, puisque c'est via cette branche du développement que divers indicateurs se sont développés pour mesurer le niveau de développement d'un pays. Pour les besoins de ce travail, un focus sera désormais porté sur cette branche du développement, étant une discipline marquante dans les politiques publiques du développement des dernières années.

Économie du développement

Wealth of Nations d'Adam Smith, bien qu'écrit en 1776, comportait déjà des idées clés quant à l'économie du développement. En effet, Smith soutenait que le développement était un phénomène « spontané » et « naturel » dans une économie où les lois du marché libéral sont en opération (Azoulay, 2002, p. 70). D'autres ont ajouté des éléments à la thèse de Smith, tel que Ricardo quelques années plus tard et son principe de l'avantage comparatif entre économies (Azoulay, 2002, pp. 71–72) - principe soutenant que chaque pays devrait se spécialiser dans la production de biens dont il possède l'avantage comparatif par rapport aux pays avec lesquels il fait des échanges. Déjà on commençait à imaginer l'organisation de l'économie internationale, afin de favoriser le développement de chaque pays. Toutefois, ce n'était qu'un début quant à l'économie du développement.

En effet, malgré des idées liées à l'économie du développement élaborées dans les derniers siècles, la majorité des universitaires s'accordent pour situer les réflexions plus concrètes de cette discipline après la Deuxième Guerre mondiale (Rizal, 2006, p. 57, Azoulay, 2002, p. 38). À ce moment, des institutions clés se sont développées dans cette optique tels le Fonds Monétaire International (FMI), s'occupant de stabiliser les taux de change étrangers et la Banque Mondiale (BM), facilitant l'investissement étranger, toutes deux créées lors de la conférence de Bretton Woods en 1944 (Black, 1991, p. 71). Ces organisations, bien que se disant politiquement neutres, ont soulevé beaucoup de controverses par leurs actions, semblant être sous le joug américain dès le départ, surtout quant à leur décisions parfois contestées, favorisant par exemple des prêts à des gouvernement autoritaires, lorsque liés aux intérêts américains (Ibid). Près de 20 ans plus tard, en 1965, l'ONU créa le PNUD (Azoulay, 2002, p. 48). Sous ce programme, commencèrent à être développés les Rapports sur le développement humain en 1990, afin d'analyser la pauvreté et les inégalités sous de nouveaux angles. Ceci sera expliqué dans la troisième section. Bref, dès le départ, l'économie du développement avait des tenants, mais aussi des opposants.

Cette branche du développement vise principalement la lutte contre la pauvreté. (Azoulay, 2002, p. 34). On y retrouve souvent une réduction au quantifiable, où tout ce qui a de la valeur pour le développement d'un groupe doit pouvoir se mesurer (Azoulay,

2002, p. 49). Néanmoins, n'ayant pas de définition universelle de ce qu'est le développement et donc de ce qu'on veut atteindre en intervenant dans un État, il n'y a pas d'unités de mesures universelles (Black, 1991, p. 32). Ainsi, plusieurs approches liées à différentes théories ont été mises en place dans les dernières années pour proposer diverses manières de mesurer et d'évaluer le niveau de développement d'une société, donnant des significations variées aux données recueillies (Black, 1991, p. 32).

Cette section ne voulant que donner un aperçu des différents concepts utilisés dans ce travail, il serait très ardu et non nécessaire de présenter toutes celles qui se sont développées dans les dernières années. Seront donc brièvement présentées, entre autres, les théories de la modernisation, la théorie de la dépendance, les nouvelles théories néolibérales et les « new structural economics ». Bien que très sommaire, cette présentation ne vise qu'à donner des repères à l'économie du développement.

Les « pionniers de la pensée du développement », tels que Singer, Lewis et Hirschman, analysaient la croissance et les moyens d'augmenter le PIB (Azoulay, 2002, p. 53). Au départ, l'économie du développement est donc réduite à être synonyme de croissance économique (Sachs, 2010, p. 14). Les théories de la modernisation connurent leur apogée à partir de cette période jusqu'à la fin des années 1960, où la supériorité morale de l'occident était mise de l'avant et le but du développement était d'aider les nations moins développées à reproduire la trajectoire des pays occidentaux, afin d'obtenir le même « succès » (Rizal, 2006, p. 59). On estime que « quand la croissance va, tout va », ou, comme dirait Samuel Huntington, « all good things come together » (Rizal, 2006, p. 60), c'est-à-dire que la croissance économique apportera d'elle-même un changement social à plusieurs niveaux qui bénéficiera à toute la population. Bref, jusque dans les années 1960, la croissance du PIB est la cible principale du développement.

Dans cette théorie, l'on retrouve de nombreuses approches, tel le schéma linéaire du développement de Rostow, où chaque pays doit passer par certaines étapes pour se développer. Dans ce modèle, l'approche d'Harrod et Domar est primordiale, où l'épargne et l'investissement sont très importants (Todaro, 2011, pp. 120-121). L'on retrouve aussi les modèles de changements structurels pour lesquels le modèle de deux secteurs de Lewis fut important. Dans ce modèle, l'on considère le secteur moderne et le secteur traditionnel où le développement s'opère grâce à un transfert du surplus de la main d'œuvre du secteur traditionnel au secteur moderne (Todaro, 2011, p. 124). Bien que les approches soient condensées, l'on note qu'elles soutiennent que les problèmes auxquels font face certains pays sont de nature interne et que les différents facteurs menant à la croissance économique demeurent au centre de la solution.

Ces théories vont perdre de leur popularité, car à la fin des années 1970, les pays visés par les approches économiques du développement étaient plus frappés par la pauvreté, les dettes, la répression politique et la stagnation économique (Rizal, 2006, p.

59) qu'avant l'intervention. Assumer que « all good things go together » avait finalement été une erreur (Rizal, 2006, p. 60).

Ainsi, à partir des années 1970, le développement n'est plus seulement économique, mais aussi social (Azoulay, 2002, p. 49). L'on commence donc à considérer non seulement la croissance, mais aussi la distribution. À cette époque se développent les théories de la dépendance, soutenant désormais que les problèmes des pays « en développement » sont issus de facteurs externes, ces pays étant subordonnés aux grandes puissances occidentales. Un des modèles le plus connu est le modèle de dépendance néocolonial inspiré de la pensée de Max, où l'on retrouve une relation de pouvoir inégale entre le centre (pays développés économiquement) et la périphérie (pays en développement) (Todaro, 2011, p. 131).

Enfin, l'on observe un changement drastique à partir des années 1980, début de l'ère des théories néolibérales (Azoulay, 2002, p. 50) où le libre-marché est privilégié, minimisant donc les interventions gouvernementales dans l'économie. C'est à cette époque que sera mis en place le Consensus de Washington, plan de sauvetage imposé à plusieurs pays surendettés (Todaro, 2011, p. 136). On assumait, comme plusieurs approches à l'époque, qu'un plan avec des règles fixes pouvait s'appliquer à une variété de pays; c'était sous-estimé grandement la diversité des individus et des nations.

Dans les années subséquentes, d'autres modèles se développèrent, de plus en plus complexifiés: les « new structural economics » (Todaro, 2011, p. 164). Dès lors, on ne considéra plus le couple sous-développé/développé comme une dichotomie, mais plutôt un continuum, où une économie possède des facultés différentes à chaque étape de sa transformation (Ibid). L'on réalise qu'il n'y a pas une solution pour tous, que le développement ne peut pas être « *one size fits all* » et qu'il faut développer des approches s'adaptant à diverses réalités.

Cette description fut un condensé de la pensée de l'économie du développement, depuis ses débuts officiels à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Toutefois, elle permet d'avoir un aperçu de ce que l'on a entendu par économie du développement à travers les décennies, passant d'une analyse basée quasi strictement sur la croissance à une approche plus nuancée, où l'on commence à considérer d'autres facteurs. Bref, cette discipline se concentre sur l'étude de la pauvreté dans le monde et se spécialise dans l'étude de la fructification et de la distribution de la richesse.

Critiques

Depuis les années 1980, l'on utilise l'expression « crise du développement » pour faire état de la situation, c'est-à-dire d'une situation où les politiques mises en place n'ont

pas permis globalement d'atteindre leurs objectifs tels la réduction de la pauvreté et des inégalités de développement (Azoulay, 2002, p. 21). Trente ans plus tard, la situation ne s'est guère améliorée: à l'écriture de ce travail de recherche, en 2016, la société internationale entre dans une nouvelle ère du développement, une ère post Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), huit objectifs ayant guidé les politiques mondiales du développement entre 2000 et 2015. Malgré certaines cibles atteintes dans les dernières décennies, permettant un brin d'optimisme, ces avancées sont loin d'être suffisantes.

En 2015, bien que l'on se réjouisse que la pauvreté extrême ait diminué de moitié, l'on compte toujours 836 millions d'êtres humains vivant dans la pauvreté, dont 14% subsistant toujours dans l'extrême pauvreté (ONU, 2015). Bien que le taux de mortalité maternelle et le taux de mortalité infantile aient baissé respectivement de 45% et 50% depuis 2000, la majorité des OMD n'ont pas été atteints (Ibid). Les données présentées dans le Rapport 2015 des OMD démontrent que la pauvreté est toujours omniprésente, par exemple environ « (...)16 000 enfants meurent chaque jour avant leur cinquième anniversaire, le plus souvent de causes évitables » ou « seulement 36 % des 31,5 millions de personnes vivant avec le VIH dans les régions en développement recevaient un traitement antirétroviral en 2013 (...) » (Ibid). Ces données ne sont que quelques unes parmi tant d'autres.

Bref, la pauvreté et les inégalités mondiales existent toujours et affectent chacune des facettes de la vie des individus vivant dans cette précarité. Plus encore, les approches semblent avoir des failles, puisqu'un fossé s'est creusé entre les données fournies par les mesures quantitatives d'une réalité versus les données fournies par les gens affectés lorsqu'ils expliquent leur conception qualitative de cette même réalité (Stiglitz et al., 2009).

Comme il a été présenté au cours de l'explication précédente, le concept de développement ne laisse personne indifférent. Ainsi, l'on retrouve plusieurs critiques à son égard, laissant entendre le besoin de le réinventer, de proposer des pistes pour le repenser. En voici quelques unes:

➤ Difficulté à mesurer les intangibles

Dans les approches du développement provenant surtout de l'économie du développement, l'on cherche toujours d'une quelconque manière des données quantifiables, discréditant toute autre aspect qui ne se mesurerait pas quantitativement (Black, 1991, p. 32). Ainsi, de par la manière dont est construit le développement, malgré une amélioration dans les dernières années avec la création de nouveaux indicateurs tel l'indice de développement humain (IDH) - présenté plus loin - les économistes ont de

grandes difficultés à mesurer ce qui est intangible, et c'est pourquoi ils se sont tournés vers les mesures strictement économiques. (Black, 1991, p. 34).

Par exemple, l'on met beaucoup d'emphase sur la croissance du PIB, alors que cette mesure a ces limites. En effet, elle permet de noter favorablement un pays ou une grande part de la population est opprimée ou vit des inégalités criantes, mais qui obtient une bonne croissance annuelle, puisqu'elle ne permet pas, entre autres, de mesurer la distribution de cette nouvelle richesse acquise par la croissance.

De nombreux éléments primordiaux de la vie des gens sont ainsi laissés de côté, étant considérés comme intangibles (Nussbaum, 2012, p. 28). Par exemple, les raisons pour lesquelles certains individus ne peuvent profiter de la richesse de leur région, si elle est prospère, sont importantes à connaître tout comme les éléments qui font en sorte que certains enfants sont éduqués et d'autres non. Pour combler un manquement ou résoudre une faille, il faut connaître toutes les causes directes et indirectes. Dans le cas des pays « sous-développés », cela inclut le politique et ses tensions, les dynamiques sociales, les hiérarchies, les dynamiques familiales, la place de la femme, la relation avec la nature, etc. (Nussbaum, 2012). Bref, en ne considérant que quelques facteurs, on ne peut comprendre des problèmes perpétués depuis des décennies: ceux-ci sont complexes en eux-mêmes et donc très difficiles à saisir pour des gens extérieurs à ces réalités.

➤ Distribution

Une critique générale faite depuis de nombreuses années concerne la distribution de la richesse. En effet, tel que susmentionné, plusieurs approches ne s'attardent pas ou très peu à la répartition de la richesse dans un pays. Les moyennes nationales vont être analysées plutôt que des moyennes plus régionales ou locales (Nussbaum, 2012, p. 75). Malgré une amélioration dans les dernières années à ce sujet via, par exemple, l'IDH, on encourage encore beaucoup plus de bonnes moyennes au niveau nationales qu'une bonne distribution, qu'une répartition plutôt égale de la richesse au niveau plus local ou régional.

➤ Déterminisme

On a souvent reproché aux différentes approches de l'économie du développement d'être trop déterministes, c'est-à-dire de mettre plusieurs pays dits « sous-développés » dans le même groupe, comme s'ils possédaient les mêmes caractéristiques. Cette vision fait en sorte que l'on crée une solution clé en main pour tous, croyant que tous les pays suivent la même trajectoire et plus encore, suivent la direction que les pays occidentaux ont empruntée.

Par exemple, le Plan Marshall ayant fonctionné pour l'Europe, l'on a voulu utiliser la même logique pour assister les pays en développement. La BM a utilisé la même stratégie, qui s'est avérée être un échec, les pays concernés n'ayant pas les mêmes réalités

que les pays européens (Todaro, 2011, p. 687). Ceci fut d'ailleurs la critique principale des modèles de croissance linéaires, ces derniers impliquant que chaque société soit construite idem (Ibid). Ce fut aussi une des critiques du Consensus de Washington, puisqu'il imposa des règles strictes et identiques à un grand nombre de pays (Azoulay, 2002).

➤ Paternalisme

Dans cette même ligne d'idées, l'on reproche souvent à l'aide au développement, comme présenté plus haut, d'avoir une approche beaucoup trop paternaliste, subordonnant une région à une autre, instaurant ainsi une relation de domination. Les acteurs du développement construisent des programmes d'aide de leurs grandes tours d'ivoire, pour des régions à des milliers de kilomètres, souvent même sans consulter les principaux intéressés. Easterly rappelle qu'il est erroné de penser que

(...) because I have studied and lived in a society that somehow wound up with prosperity and peace, I know enough to plan for other societies to have prosperity and peace (...) this is like thinking the race horses can be put in charge of building the racetracks.(Easterly, 2006, p. 26).

Munck et O'Hearn décrivent d'ailleurs le développement comme un processus de « domination », façonnant des individus à l'occidental, ces derniers étant appropriés en tant qu'objet (Munck & O'Hearn, 1999, p. 1).

➤ Évaluation

Enfin, une critique faite entre autres par Duflo et Easterly est le manque criant d'imputabilité et donc de suivi. En effet, souvent, des programmes sont mis en place sans qu'un réel suivi soit fait par la suite pour évaluer le résultat. L'on retrouve souvent des auto-évaluations, où les individus mêmes qui ont implanté le projet l'évaluent (Easterly, 2006). En fait, comme Easterly l'explique, lorsqu'un programme ne fonctionne clairement pas, plutôt que de changer d'approche, l'on donne plus de ressources pour exécuter le programme de nouveau, pour continuer à tenter de l'implanter jusqu'à ce qu'il connaisse le succès espéré, plutôt que d'évaluer en profondeur pourquoi il connaît un échec (Ibid).

Duflo aussi, suite à plusieurs analyses empiriques, a constaté que présentement, beaucoup de programmes sont mis en place sans une rigoureuse analyse de leur efficacité. En effet, pour plusieurs programmes étudiés, on mettait des infrastructures ou divers services en place, sans analyser leur utilisation par les populations concernées et leurs répercussions sur celles-ci. (Duflo, 2010, p.17). Cette dernière affirme qu'il faut comprendre la raison d'être d'un problème, si l'on veut qu'il soit résolu. Or, cela est impossible sans une rigoureuse évaluation de la situation.

Cette présentation de quelques critiques faites aux approches du développement permet d'avoir un aperçu des différents reproches qui lui sont faits. Enfin, ce passage d'Azoulay résume bien l'essence de la situation entourant le développement de nos jours:

(...).La réduction de la notion de pauvreté à un faible niveau de revenu est concomitante d'une philosophie de développement fondée sur de simples stratégies de croissance. La croissance et l'aide sont les réponses quantitatives apportées au problème posé. L'imitation de la voie occidentale est avancée comme solution évidente au sous-développement. Toute philosophie du développement implique un modèle abouti qui sert de référence. On ne peut parler alors de développement que si l'on se réfère à ce qui devrait être, à un état à atteindre, car le développement sans un état à atteindre apparaît comme une course sans direction. Le modèle occidental est, dans les diverses variantes de la théorie orthodoxe, ce but à atteindre. (Azoulay, 2002, p. 47)

Cette vision plutôt occidentale du développement soulevant de nombreuses critiques justifiées, il est impératif de proposer des pistes pour le repenser, surtout en ce qui a trait aux politiques d'aide au développement.

Capabilités

Les capabilités sont une manière d'évaluer et de comparer les qualités de vie des individus. *Capabilités* est employé au pluriel, car il y a plusieurs caractéristiques fondamentales à la vie d'un individu qui ne peuvent être réduites à un élément singulier (Nussbaum, 2012). Les capabilités sont la possibilité pour un individu de choisir. S'il a la possibilité, c'est qu'il a la liberté, donc les capabilités octroient la liberté aux individus.

Selon Nussbaum, ces dernières peuvent être divisées en trois structures inter-reliées (Ibid). Il y a d'abord les capabilités de base. Celles-ci sont les caractéristiques innées d'un individu qui rendent le développement possible, telles leur intelligence ou leurs talents infus. Elles doivent être considérées, mais ne peuvent être valorisées dans les politiques établies par le gouvernement, puisqu'elles sont totalement arbitraires. Ensuite, les capabilités de base se transforment en capabilités internes: ce sont des caractéristiques d'un individu, pas innées, mais plutôt développées grâce à son interaction avec l'environnement. Par exemple la confiance en soi ou un talent de couturière sont des capabilités internes. Enfin, ces capabilités internes peuvent devenir des capabilités combinées. Ces dernières sont la mise en œuvre des capabilités internes grâce à un fonctionnement et aux conditions sociales, économiques et politiques qui permettent de faire ses propres choix (Nussbaum, 2012, pp. 40–42). Ce sont ces capabilités que chaque individu doit posséder. Lorsque le terme « capabilités » sera utilisé dans le travail, il sera synonyme de « capabilités combinées ». Bref, les capabilités sont des « libertés substantielles : un ensemble de possibilités (le plus souvent interdépendantes) de choisir et d'agir » (Nussbaum, 2012, p. 39). En, possédant les outils nécessaires, tous peuvent accomplir ce qu'ils veulent et mener une vie en accordance avec leurs valeurs.

Il est à noter que l'on accorde parfois au terme « capabilités » de multiples significations, ne concordant pas toujours avec la définition présentée ci-haut. Or, dans la cadre de ce travail, lorsqu'on se référera à ce concept, l'on se référera strictement à la définition susmentionnée.

Partie 2: Revue de littérature:

Approches alternatives

En d'autres termes, la naissance de la critique à l'âge moderne serait ce retour sur le présent qu'on ne prendrait plus comme un donné, mais comme un moment historique par rapport auquel le véritable engagement consisterait paradoxalement à s'en distancier. Ce qui semble aller de soi est précisément ce qu'on mettrait en question.

-Foucault

La dernière section, en plus d'élaborer les bases théoriques de ce travail de recherche, a permis d'établir que le concept de développement a tellement de significations diverses qu'il est difficile de lui accorder une valeur unique dans le contexte des sciences sociales, impliquant qu'il est nécessaire de le repenser. En effet, la présente approche du développement ne fonctionne pas: il faut identifier de nouvelles cibles et le repenser en accordance avec celles-ci, voire complètement le réinventer.

Dans cette optique, tel qu'avancé plus tôt, une approche multidisciplinaire est de mise, combinant une discipline insoupçonnée au développement. Pour se faire, il est important de présenter les idées proposées par divers auteurs pour remédier aux problèmes identifiés. Ces éléments seront mis en relief, d'une manière ou d'une autre, avec l'approche des capacités de Nussbaum. Ceci entamera la réflexion sur le renouveau du développement à partir de cette approche pour qu'ensuite soient proposées des pistes pour repenser les politiques publiques d'aide au développement dans la dernière section de ce travail. Ceci entamera aussi la réflexion quant à la possibilité de combiner la philosophie au développement, cette perspective étant avancée par Nussbaum.

Dans cette revue de littérature, sera d'abord exposée l'approche clé de ce travail, l'approche des capacités de Nussbaum, approche proposant de cibler les opportunités qui sont données aux individus, via le concept de « capacités ». Ensuite, trois approches enrichissant l'approche des capacités seront analysées. Pour débiter, celle de Wolff et De-Shalit sera présentée, telle qu'exposée dans *Disadvantage* où ces derniers utilisent l'approche de Nussbaum pour proposer des pistes pour développer une société plus égalitaire. Ensuite sera présentée l'approche de Duflo, tel qu'élaborée dans deux petits livres s'intitulant *Lutter contre la pauvreté (I et II)* dans lesquels elle suggère d'orienter une réforme des institutions « par le bas », où l'évaluation des programmes mis en place est très importante. Enfin, suivra *La Raison humanitaire* de Fassin, qui bien que traitant de l'aide d'urgence (l'aide humanitaire), propose plusieurs éléments très pertinents pour repositionner le développement; il met en doute la morale, incitant l'individu à s'interroger sur ses actions et ses pensées. La pensée de Fassin est très pertinente dans cette revue de littérature, ayant une approche éthique et philosophique. Nussbaum soutient d'ailleurs qu'il faut ramener la réflexion morale aux politiques publiques. La pensée de Fassin est donc pertinente pour questionner le cœur de l'approche de Nussbaum et la compléter.

Nussbaum: Approches des capacités

L'approche des capacités est une approche de l'économie du développement « (...) utilisée pour proposer une nouvelle manière de comparer et classer le niveau de développement [des pays]. » (Nussbaum, 2012, p. 99). Elle possède plusieurs variantes,

dont celle très connue et mise de l'avant dans ce travail de Martha C. Nussbaum. Ce qui est intéressant, c'est que bien que faisant partie de l'économie du développement, elle y joint des concepts et des idées de la philosophie morale, tout en demeurant accessible pour tous, donnant la couleur particulière à son approche (Nussbaum, 2012, p. 109). En fait, Nussbaum soutient que l'approche des capacités gagne en popularité dans plusieurs milieux, mais surtout dans le milieu académique. Elle désire donc présenter cette approche de manière théorique et empirique, afin que les responsables politiques notent sa pertinence pour repenser leurs pratiques, puisqu'elle croit qu'améliorer la qualité de vie des individus est une tâche importante que doivent accomplir les gouvernements incessamment. En bref, l'approche de Nussbaum, permet non seulement « d'évaluer et comparer des qualités de vie », mais aussi « d'établir une théorie de la justice sociale fondamentale » (Ibid, p.36), cette dernière ne voulant pas seulement présenter des idées, mais bien exposer les éléments d'une théorie désirant établir une justice sociale pour tous (Ibid). Plus encore, dans le cadre de ce travail, elle est un excellent départ pour comprendre comment la philosophie peut enrichir les pratiques du développement.

Selon l'auteure, les capacités sont la meilleure manière d'évaluer et de comparer les qualités de vie des individus, puisqu'on mesure ce qui compte intrinsèquement pour le développement et l'épanouissement d'un individu. Afin de comparer les sociétés, l'on doit se demander: « Qu'est-ce que chaque personne est capable de faire? » (Nussbaum, 2012, p. 37). Dans le cadre de cette approche, ce qui importe n'est pas le bien-être de l'ensemble de la communauté comme une approche plutôt utilitariste du développement, mais plutôt celui de chaque personne en tant qu'acteur à part entière où chaque individu est une fin en soi: ces individus doivent pouvoir être autonomes dans leurs décisions et avoir des possibilités, des choix (Ibid). L'idée d'autodétermination de l'individu, d'autonomie, y est saillante. La liberté de chacun est centrale. Nussbaum soutient que l'approche des capacités est donc une alternative aux présentes approches du développement qui dénaturent l'être humain (Nussbaum, 2012, p.9): les approches traditionnelles se concentrent souvent sur la croissance du PIB, classant positivement des pays connaissant une croissance élevée, et ce, peu importe les inégalités ou la qualité de vie des individus (Nussbaum, 2012, p. 9). Dès lors, plutôt que de mesurer quantitativement des données sur un pays ou une région, l'on mesure ce qu'une personne est capable d'accomplir et ce, via les capacités. Nussbaum indique théoriquement comment se mesurent les capacités, ce qui sera présenté plus loin. Quant à la manière de les mesurer empiriquement, elle ne le présente pas directement, ce qui est une faiblesse de son œuvre si l'on désire l'appliquer concrètement; différentes possibilités pour le faire, dans le cadre de politiques publiques d'aide au développement, seront exposées dans la troisième partie de ce mémoire.

Au début de son ouvrage, Nussbaum présente un exemple, celui de Vasanti, une femme indienne pauvre, mariée à un homme alcoolique qui la violentait. Elle est née dans l'État du Gujarat, État qui a connu une excellente croissance économique dans les

dernières années en poursuivant une « stratégie tournée vers la croissance sans consacrer beaucoup de ressources aux besoins de ses habitants les plus pauvres » (Nussbaum, 2012, p. 15). Malgré le manque de ressources, Vasanti a eu le courage de quitter son mari et a pu retrouver un équilibre dans sa vie surtout grâce à une organisation locale de soutien aux femmes, la *Self-employed women's association* (SEWA). Elle eut de la chance d'habiter près du champ d'opération de cette organisation non gouvernementale (ONG); tel que mentionné, l'État n'offrait pas de programmes publics pour l'aider.

L'auteure utilise cet exemple tout au long de son livre pour démontrer comment plusieurs approches de l'économie du développement négligent la réalité socio-économique d'individus tels que Vasanti, ce qui mène à l'élaboration de programmes qui échouent à résoudre les réels problèmes auxquels font face les populations les plus démunies, résultant en une société inégale. Cet exemple, un parmi des milliers d'histoires semblables, permet de comprendre les failles des présentes approches: par exemple, analyser la croissance du PIB de l'Inde n'indique rien sur les causes des difficultés rencontrées par Vasanti. Plus encore, même si un État connaît une croissance économique et s'enrichit, cela ne bénéficie pas nécessairement à tous: les approches classiques ne permettent pas de comprendre pourquoi Vasanti ne bénéficie pas de la nouvelle richesse de son pays (Nussbaum, 2012, p. 28). L'idée n'est pas de rejeter complètement l'approche économique, mais de plutôt lui donner une valeur moindre, de rappeler que d'avoir une croissance du PIB n'est qu'un moyen et non une fin en soi. Il faut analyser les problèmes sous plusieurs angles afin d'identifier toutes leurs facettes: il faut les comprendre en profondeur pour pouvoir apporter une quelconque assistance. Ici la philosophie a une grande importance, puisqu'elle permet de se poser des questions sous un tout nouvel angle, angle non considéré via une perspective économique. Ainsi, apporter une nouvelle discipline inattendue permet de considérer des perspectives importantes, mais négligées depuis trop longtemps.

Sur ce point, Nussbaum donne un très bon exemple: lorsqu'on observe Vasanti, elle a une silhouette très frêle démontrant une faible nutrition continue. En effet, comme c'est le cas dans plusieurs pays, en Inde, dès le jeune âge, les filles sont moins nourries que les garçons lorsque les ressources sont rares, puisqu'elles rapportent moins à la famille, ayant moins d'opportunités d'emplois et quittant la famille une fois mariées. En cas de problèmes de santé, elles sont aussi moins souvent soignées. Vasanti n'est d'ailleurs jamais allée à l'école, plusieurs parents considérant que ça ne vaut pas le coût évaluant les perspectives d'emplois pour les femmes, créant un cercle vicieux pour ces dernières (Nussbaum, 2012, p. 19). Ainsi, lorsqu'on observe Vasanti et le contexte de sa position, l'on réalise qu'elle ne souffre pas seulement de pauvreté, mais aussi de discrimination sexuelle, perpétuée depuis des générations en Inde (Ibid) et ceci ne sont que quelques éléments de sa condition: Nussbaum présente plusieurs autres éléments importants pour expliquer sa situation, tel que son environnement. Il est impératif de

comprendre ces différentes réalités propres à chaque région si l'on veut établir des programmes d'assistance adéquats. Un nouveau programme mis en place est voué à l'échec s'il ne répond pas au problème principal. L'approche des capacités soutient donc qu'il est préférable de mettre en place des politiques qui ont une adaptation continue au contexte, plutôt qu'une imposition singulière.

Afin de mieux comprendre les réalités diverses de chacun, l'approche de Nussbaum a plusieurs particularités. Les capacités sont présentées par de nombreux auteurs, mais un des éléments spécifiques à l'approche de Nussbaum est l'établissement d'une liste des dix capacités centrales au bien-être de chaque individu, afin de respecter leur dignité humaine (voir plus bas). Elle soutient que le choix des dix capacités n'est pas définitif et peut toujours être sujet à modifications et à critiques: si un État veut appliquer cette théorie, il doit organiser des consultations pour obtenir l'avis de divers groupes et arriver à une entente quant aux capacités clés dans cette société, capacités qui pourraient différer de la liste établie dans le livre, tel que le soutient Nussbaum. En voici un résumé:

1. La vie: entendue comme pouvoir mener une vie assez longue, sans se la faire enlever de manière prématurée.
2. La santé du corps: entendue comme pouvoir mener une vie en santé, bien nourri et avec un abri.
3. L'intégrité du corps: entendue comme la liberté de mouvement et la protection contre toute forme d'agression contre notre personne.
4. Les sens, l'imagination, la pensée: entendus comme pouvoir raisonner, développer sa pensée et l'exprimer sans aucune contrainte. Plus encore, avoir accès à l'éducation pour pouvoir développer cette pensée.
5. Les émotions: entendues comme pouvoir développer des émotions saines envers d'autres individus, tel que l'attachement, sans contrainte créant une peur de développer ces émotions.
6. La raison pratique: entendue comme pouvoir développer son propre raisonnement moral sur le monde en général et sur sa propre vie.
7. L'affiliation: entendue comme la capacité d'interagir librement avec tous les êtres humains où tous doivent être traités en tant qu'égaux. Implicitement, cela signifie que toute forme de discrimination est supprimée.
8. Les autres espèces: entendus comme la liberté d'interagir avec les autres espèces de ce monde tels les plantes, les animaux ou tout organisme vivant.
9. Le jeu: entendu comme la possibilité de s'amuser et d'avoir des loisirs.
10. Le contrôle sur son environnement: entendu comme la possibilité de jouer un rôle dans la structure politique de son environnement et dans l'organisation de son environnement de travail ainsi que d'avoir accès à la propriété privée.

(Nussbaum, 2012, pp. 55-59)

Dans la mise en application concrète de la théorie de Nussbaum, les gouvernements ont un rôle central à jouer. Comme il peut être noté, ces dix capacités centrales sont tout de même larges et les responsables politiques ont la tâche de les préciser. Nussbaum soutient que c'est le rôle de la constitution et des principes fondamentaux de chaque État d'établir les bases pour chacune des capacités centrales (Nussbaum, 2012). C'est au gouvernement aussi de garantir les capacités centrales, puisqu'avoir les capacités c'est se rapprocher d'une vie humainement digne (voir plus bas) et c'est par définition, le rôle de tout gouvernement d'assurer la meilleure qualité de vie possible à ses citoyens (Ibid). Si on le ramène aux politiques publiques d'aide au développement, cela signifie que le gouvernement va orienter ses programmes via ces capacités. Or, le but est d'outiller les gouvernements des pays en difficulté si cela est possible, sinon les organisations sur place (telles ONG) et les populations, afin qu'eux-mêmes puissent se développer, afin d'éviter toute forme d'ingérence. Les connaissances et les outils doivent être diffusés et non imposés par des agents externes qui s'ingèrent et ne quittent plus¹.

L'approche des capacités complète les approches plus classiques des droits humains, puisque les droits n'ont aucune valeur s'il n'y a aucun mécanisme pour les garantir: Nussbaum soutient que « (...) tous les droits impliquent une action de la part du gouvernement: il [le gouvernement] doit soutenir activement les capacités des individus (...) » (Ibid, pp. 94-95). Ainsi puisqu'elle veut mettre en place une théorie de la justice sociale, elle rappelle que les individus ont des besoins fondamentaux, pouvant être garantis via les capacités: on doit cesser de les brimer au nom d'un PIB élevé ou d'un bon classement économique.

Un autre élément qui distingue cette théorie des différentes approches des capacités est l'ajout de trois concepts, soit la dignité humaine, le seuil et le libéralisme politique (Nussbaum, 2012, p. 38). Ces derniers permettent d'établir le fondement de l'aspect justice sociale de sa théorie:

La dignité humaine et le seuil sont des concepts qui ne peuvent qu'être compris conjointement. La dignité humaine est une idée tout à fait large. Cependant, elle est utile dans l'approche, car elle permet de définir un seuil pour chacune des *capacités* centrales

¹ Lien théologique intéressant: il y a un parallèle entre cette manière de favoriser l'aide aux populations via les gouvernements et les différents acteurs locaux et les diverses interprétations de la « providence ». D'Aquin avance que l'exécution de la providence divine se fait via les « causes secondes », c'est-à-dire via divers intermédiaires. Plus un feu est puissant, plus sa chaleur irradie loin; or, cela n'est pas possible pour le pouvoir d'un agent, qui ne peut agir que sur son voisin, d'où l'importance des intermédiaires pour que le savoir atteigne les populations les plus éloignées. Pour plus d'information, voir : D'Aquin, La somme des gentils III (D'Aquin, 1999, pp. 271–273).

choisies. Elle implique ici une idée de respect, car l'on observe que certains éléments font en sorte qu'un individu a une qualité de vie digne d'un humain (Nussbaum, 2012, p. 51). Nussbaum résume bien l'importance de ce concept pour repenser certaines politiques publiques: « (...) insister sur la dignité dictera des choix politiques qui protègent et soutiennent l'autonomie, plutôt que des choix qui infantilisent les gens et les traitent comme des récipiendaires passifs de bénéfices. » (Ibid, p. 52). Le seuil est primordial afin d'orienter les politiques publiques d'aide au développement vers un objectif précis: les individus doivent se situer au-dessus du seuil établi pour chacune des capacités centrales afin que leur dignité soit respectée. Cela est ainsi, car si un individu possède les capacités, cela signifie que ses besoins de base sont comblés et, qu'étant outillé, il a la liberté de choisir pour lui-même. Enfin, c'est la structure politique de chaque État qui se doit de garantir ce seuil minimal.

Cependant, Nussbaum soutient que certains pays n'ont pas les ressources pour garantir ce minimum à chacun et c'est dès lors le rôle des autres États de leur porter assistance (Nussbaum, 2012). En fait, dans ce cas-là, on fournit une aide, afin que le pays soit lui-même capable de répondre aux besoins fondamentaux, aux capacités de base, des individus², afin qu'ils possèdent les outils pour mener leur destin. Ainsi, elle soutient que l'État, en appliquant cette approche, doit garantir minimalement le seuil de chacune des capacités clés établies pour chaque individu dans la société.

Le libéralisme politique est un concept qui s'inscrit dans une large littérature théorique. Nussbaum utilise la version rawlsienne de ce concept, mais ne tombe pas dans la théorie trop profondément lorsqu'elle le présente: l'idée principale qu'elle en retire est le respect de la pluralité dans une société. Elle l'utilise afin de « refuser toute description globale de la valeur » (Nussbaum, 2012, p. 38). En fait, elle soutient que l'approche des *capabilités* est une forme de libéralisme politique, puisqu'elle promeut la délibération afin d'atteindre un consensus par recoupement pour protéger le pluralisme des idées.

La délibération démocratique est importante, car même si les pays plus riches ont un devoir d'assistance envers les pays plus pauvres, ils n'ont aucunement le droit de leur imposer quelconques actions. Tout doit se décider via la délibération pour mener à un accord mutuel, à un consensus par recoupement. Ce consensus permet de protéger le pluralisme des idées entre des individus possédant différentes conceptions politiques (par exemple entre certains ayant des croyances religieuses ou séculières) (Ibid). Grâce à ce

² Autre lien théologique intéressant: il y a un parallèle entre l'aide vue ici comme un acte presque ponctuel pour qu'une fois outillées, les populations s'organisent elles-mêmes et le *Tsimtsum*, doctrine juive issue de l'école de pensée Kabbaliste. *Tsimtsum* signifie entre autres « retrait, rétractation »: impliquant que Dieu se retire après la création. L'univers existe grâce au rétrécissement de Dieu, (Scholem, 1961, p. 260-265), tout comme selon l'approche des capacités, les agents de l'aide au développement doivent apporter le nécessaire pour outiller les populations, mais se retirer une fois que la tâche est accomplie.

concept, Nussbaum veut s'assurer qu'aucun choix ne soit imposé lors de l'application; les libertés individuelles de chacun peuvent être complètement respectées même s'ils adhèrent à l'approche, car avec le consensus par recoupement, l'on pourrait trouver un terrain d'entente dans la mise en œuvre des politiques publiques, où les croyances de tous seraient respectées tout en arrivant à une vision commune quant aux valeurs de la société (Ibid).

D'autres concepts sont importants à la mise en œuvre de l'approche. Inspirée par l'ouvrage de Wolff et De-Shalit (présenté subséquemment), Nussbaum applique quelques-uns de leurs concepts. Elle affirme que la constitution ne doit pas seulement garantir les capacités à tous les individus, mais aussi une sécurité des capacités: il n'est pas suffisant qu'un individu possède les capacités, il doit aussi avoir la certitude qu'elles soient continues plutôt que singulières (Nussbaum, 2012, p. 68). Sachant que les États ont des ressources limitées, elle reprend l'idée de la fertilité et de la corrosivité des capacités (concepts présentés plus bas) pour orienter les décisions des responsables: bien que les capacités centrales soient toutes autant importantes les unes que les autres, certaines tendent à en promouvoir d'autres, telle l'éducation, alors que le manque de certaines influence négativement d'autres capacités. Repérer les capacités fertiles est important pour déterminer l'espace d'intervention clé dans un contexte de ressources limitées (Ibid).

Bref, l'approche des capacités, comme son nom le soutient, propose de concentrer les actions vers la promotion des capacités fondamentales des individus. Ces dernières sont synonymes de possibilité, de choix, et par conséquent, si un individu possède les capacités fondamentales, cela signifie qu'il est acteur de son destin, qu'il a la possibilité de décider de celui-ci. En effet, tel que présenté dans la première partie du travail, Nussbaum soutient que les responsables politiques doivent mettre en place des politiques garantissant les capacités et non les fonctionnements, ceux-ci étant la mise en œuvre d'une capacité, puisqu'il est important que les individus aient des possibilités et qu'ils aient le choix d'accomplir ce qu'ils désirent avec ces possibilités. Il ne faut jamais imposer de décisions à quiconque. Les capacités sont nécessaires, puisqu'elles mènent à une grande variété de fonctionnements et les valoriser préserve la liberté de choisir de chacun, qui est très importante (Nussbaum, 2012, p. 45).

Un point essentiel à noter est que tout au long de son ouvrage, Nussbaum souhaite allier la philosophie politique à l'économie du développement afin de mettre en place une approche plutôt empirique que les décideurs publics pourraient s'approprier, sans négliger l'analyse de questions morales et éthiques, apportée par la philosophie dans son approche. Elle aborde toujours les questions avec une perspective plutôt appliquée en tête, accordant un rôle clé aux responsables politiques. Surtout, elle présente comment deux disciplines qui semblent si différentes peuvent être alliées pour créer un projet politique soutenable. Allier la philosophie à l'économie permettrait, entre autres, de ramener la

profonde réflexion sur nos actions, l'aspect moral de nos décisions, négligé depuis les débuts de l'économie du développement. Nussbaum rappelle que plusieurs figures, tels Locke ou Sénèque, dont la pensée est toujours d'une grande importance aujourd'hui, étaient autant des économistes que des philosophes, montrant le lien étroit entre les deux disciplines, lien malheureusement effacé aujourd'hui (Nussbaum, 2015). L'approche des capacités de Nussbaum prône donc un retour aux sources pour allier les deux disciplines: combiner différentes manières de réfléchir ne peut qu'*enrichir* les politiques publiques...

Enfin, il est à noter que selon Nussbaum, l'on retrouve dans tous les pays des individus qui connaissent de nombreuses difficultés. Aucun État ne peut soutenir que tous les individus y sont dans une position adéquate. Tous les pays sont « en développement » et connaissent des problèmes de développement humain et des inégalités à divers niveaux (Nussbaum, 2012, p. 33). Cela signifie qu'il faut reconstruire la vision occidentale de la norme impliquant la dichotomie de pays « sous-développés versus développés ».

Vers la fin de l'ouvrage, Nussbaum indique de quelle façon certaines situations devraient être abordées via son approche ou comment les acteurs politiques devraient se comporter dans certaines situations. Ces éléments sont très pertinents, mais seront présentés dans la dernière partie du travail pour éviter d'ajouter de la lourdeur à la présentation de la théorie. Lorsqu'elle élabore son approche, il y a encore des éléments pour lesquels il semble difficile d'imaginer une application concrète en politique. Elle répond à ces possibles critiques en soutenant qu'elle voulait seulement présenter les bases de son approche, mais que c'est le travail de tous de les reprendre et de les adapter au contexte politique de chaque État, afin de pouvoir l'appliquer dans les politiques publiques. Une approche trop complète pourrait ressembler de près aux approches traditionnelles du développement et pourrait sembler tomber dans le paternalisme. Cet ouvrage est donc un bon point de départ pour repenser les politiques publiques d'aide au développement. Des éléments clés ont été soulevés et seront repris concrètement dans la troisième partie de ce travail. Pour l'instant, les perspectives d'autres auteurs seront analysées afin d'éclairer et d'enrichir certains angles de l'approche au cœur de ce mémoire, l'approche des capacités de Nussbaum.

Wolff et De-Shalit: Désavantage

Le but des auteurs de ce livre est de présenter les éléments qui doivent être considérés si l'on veut progresser vers une société égalitaire, considérant que pour ce faire, le gouvernement doit donner la priorité aux individus les plus faibles (*worst off*) ou « désavantagés » (*disadvantage*) (De-Shalit & Wolff, 2007). Dans ce livre, ils exposent

comment identifier les plus faibles et quelles seraient les meilleures politiques gouvernementales pour les aider. Ce qui est intéressant est que Wolff et De-Shalit, tout comme Nussbaum, veulent avancer des arguments non seulement plausibles philosophiquement, mais aussi utiles pour les gouvernements dans la mise en place de politiques publiques. Ils désirent maintenir un lien constant dans leur livre avec la réalité empirique, croyant que la théorie et l'empirique peuvent s'enrichir mutuellement (De-Shalit & Wolff, 2007). Enfin, cet ouvrage est un incontournable dans cette revue de littérature, puisque les auteurs s'approprient l'approche des capacités de Nussbaum et y font quelques modifications afin de l'adapter à leur vision, à leur modèle d'égalité.

Dans la première partie du livre, la nature d'être « désavantagé » est analysée. Nussbaum n'utilise jamais cette formulation dans son ouvrage (désavantagé), mais Wolff et De-Shalit préfèrent ce terme, soutenant que ce sont les groupes dans la pire position qui doivent être assistés en premier. Ce point sera traité plus loin. Tout comme Nussbaum, ils considèrent qu'être désavantagé provient d'une pluralité d'éléments, mais estiment le terme « capacités » imparfait, considérant qu'être désavantagé est dû à des fonctionnements faibles et non, comme Nussbaum le soutient, à un manque de capacités. Ils avancent que « capacités » est synonyme d'opportunités, mais selon les auteurs, pour les matérialiser en fonctionnement, cela est conditionnel à certaines actions, donc l'individu n'est pas toujours responsable de sa condition; il n'est pas toujours maître du choix de ses fonctionnements. En effet, on pense parfois que certains individus ont l'option de commettre une action, mais dans les faits, le coût de l'opportunité est si élevé que ce n'est pas un choix véritable (*genuine*), mais seulement un choix formel. Ainsi, selon Wolff et de-Shalit, si l'on considère les politiques publiques, il est préférable d'utiliser un terme qui n'implique pas de choix, qui est déconnecté de la responsabilité morale des individus, puisque cela ne ferait que compliquer les politiques publiques, plusieurs facteurs entrant en compte pour influencer ce choix (De-Shalit & Wolff, 2007, p. 79). Plutôt, pour capter cette responsabilité et l'aspect très important de la sécurité du fonctionnement (concept expliqué plus loin), les auteurs remplacent « capacités » par « *genuine opportunities for secure functionings* » (De-Shalit & Wolff, 2007, p. 83). Pour éviter la lourdeur, sera plutôt utilisé le terme « fonctionnement » dans les parties suivantes de l'analyse de l'ouvrage.

Dans le cadre de leurs recherches, Wolff et De-Shalit désirent identifier les différentes catégories de « désavantages ». Pour ce faire, ils utilisent comme point de départ la liste des dix capacités centrales de Nussbaum et conduisent des entrevues avec des gens d'Israël et d'Angleterre, venant de différents milieux, pour tester sa validité. Suite à leurs entrevues, ils ajouteront quatre « fonctionnements » à la liste de Nussbaum et un autre sera suggéré par les gens interrogés. Il n'est pas nécessaire pour notre analyse de présenter en détails ces fonctionnements supplémentaires.

Un point clé de leur approche est la notion de risque. En effet, les auteurs soutiennent qu'il n'est pas suffisant d'avoir un fonctionnement, il faut aussi qu'il soit assuré. Les individus « désavantagés » dans les sociétés font face à de nombreux risques, affectant leur qualité de vie, plusieurs devant prendre de grands risques pour s'assurer de conserver certains fonctionnements (De-Shalit & Wolff, 2007, p. 69). Donc, si un individu a un fonctionnement, mais que celui-ci est menacé, il est aussi considéré comme désavantagé, puisqu'il vit dans la peur du lendemain. Les auteurs reprochent à Nussbaum de ne pas considérer la sécurité, la notion du risque, dans son approche. D'ailleurs, dans l'ouvrage principal traité dans ce travail (*Capabilités: Comment créer les conditions d'un monde plus juste?*), Nussbaum acquiesce à cette critique et ajoute cette notion à son approche, tel que présenté plus tôt (Nussbaum, 2012, pp. 195–196).

Dans la deuxième partie, les auteurs soutiennent que pour pouvoir aider les plus désavantagés, l'État doit considérer les « fonctionnements » dans une quelconque hiérarchie, donnant priorité aux plus « importants ». Ainsi, suite aux entrevues conduites, ils concluent qu'il y a six fonctionnements (issus des dix capacités centrales de Nussbaum) plus importants que les autres: la vie; la santé; l'intégrité corporelle; l'affiliation (appartenance); le contrôle sur son environnement; et la raison, l'imagination, la pensée (éducation). Ils sont importants dans le sens qu'ils sont nécessaires pour l'accomplissement des autres fonctionnements. Pour identifier les groupes les plus « désavantagés » dans la société, les auteurs soutiennent que le gouvernement doit prendre cette liste de six fonctionnements et analyser les groupes d'individus dans la société qui ont un niveau assez bas pour plusieurs de ces fonctionnements (De-Shalit & Wolff, 2007, p. 107).

Afin de les mesurer, Wolff et de-Shalit se basent sur le modèle de York. Ce modèle fut utilisé dans d'autres contextes, mais après quelques recherches empiriques, les auteurs concluent qu'il s'appliquerait à leur approche: pour chacun des fonctionnements, il faut demander, idéalement, deux questions objectives et une question subjective aux individus quant à leur position vis-à-vis celui-ci. Ceci permet d'avoir une meilleure vue d'ensemble puisqu'une des lacunes dans les modèles classiques est que les données subjectives ne sont pas incluses. Ainsi, pour déterminer s'il y a un groupe désavantagé dans la société, il faudrait y faire des recherches empiriques afin d'évaluer la situation de chaque individu. Ce système de mesure est pertinent aussi pour évaluer les capacités de Nussbaum et les mettre de l'avant dans certains programmes. Avoir ce système est important pour appliquer l'approche des capacités à certaines politiques publiques. Néanmoins, ces données n'existent pas pour l'instant et les obtenir nécessiterait beaucoup de travail: si cette approche est adoptée, ce travail serait nécessaire, mais dans le cadre de ce livre considérant les études déjà existantes, Wolff et de-Shalit proposent une alternative.

Ils suggèrent d'observer plutôt les « *patterns of disadvantage* », c'est-à-dire qu'il faut étudier les dynamiques d'influence des fonctionnements entre eux: les désavantages corrosifs et les fonctionnements fertiles. Les désavantages corrosifs sont des privations de fonctionnements qui ont un impact sur d'autres sphères de la vie des individus. Ceux-ci doivent être identifiés par les décideurs publics pour cibler les groupes les plus faibles de la société. Les fonctionnements fertiles quant à eux sont des fonctionnements qui favorisent la promotion d'autres fonctionnements. Ces « patterns » permettraient de déterminer les meilleurs endroits ou groupes où il faut agir. Dans le livre, les auteurs présentent plusieurs études pointant des liens directs entre le manque de certains fonctionnements et la position plus précaire de certains groupes d'individus. Ainsi, bien qu'insuffisant, analyser les dynamiques entre certains fonctionnements est un bon point de départ pour identifier les groupes les plus « désavantagés » dans la société, plusieurs études démontrant qu'il y a un lien entre ces groupes et leur manque de plusieurs fonctionnements clés, prouvant qu'il y a clairement certains groupes plus désavantagés que d'autres (De-Shalit et Wolff, 2007, p. 128). L'idée de départ peut sembler pertinente, toutefois, l'application qu'en font Wolff et De-Shalit soulève des questionnements. En effet, ils soutiennent qu'ils veulent laisser la liberté aux individus, mais qu'en fait les individus n'ont pas de réels choix (coût d'opportunité) alors la solution est de leur imposer un choix, et ce faisant, on les étiquette selon la mesure de leur situation. Cette approche semble donc se contredire à certains niveaux.

Nussbaum reprend ces concepts dans son ouvrage, et bien qu'elle trouve nébuleuse la distinction qui y est faite entre capacités et fonctionnements, elle considère les concepts de fonctionnements fertiles et désavantages corrosifs très pertinents pour identifier des secteurs où l'on retrouve plusieurs groupes en difficulté et où il est donc pertinent d'investir (Nussbaum, 2012, p. 70). Tout comme elle le soutient, analyser ces dynamiques est pertinent surtout considérant que les ressources gouvernementales sont limitées et qu'identifier les fonctionnements qui ont une influence directe sur d'autres permet de trouver les secteurs clés où investir, ces derniers rendant l'investissement public beaucoup plus rentable (Nussbaum, 2012, p. 135). Toutefois, contrairement à Wolff et De-Shalit, tout au long de son approche, Nussbaum ne veut pas se limiter à l'identification de groupes, mais bien analyser chaque individu, afin de saisir la réalité de chacun.

Deux points importants sont à noter quant à l'approche de Wolff et De-Shalit. Utiliser le terme « désavantagé », c'est approcher les choses négativement: c'est catégoriser les individus dès le départ, ce qui affecte la vision: l'approche des capacités cherche justement à briser ces cadres préconçus qui dénaturent l'être humain. Aussi, aborder le problème en voulant « mesurer » les individus les plus « désavantagés » peut causer des tensions dans la société, puisque même si on développe une manière qui semble adéquate pour les mesurer, cela va quand même créer encore une fois des

groupes, des séparations dans la société en classant les individus, ce qui devrait être évité lorsque possible.

Enfin, la dernière partie du livre considère les politiques publiques nécessaires pour aider les groupes les plus « désavantagés ». Les auteurs soutiennent que les fonctionnements qui sont corrosifs et ceux qui sont fertiles doivent être identifiés et ce, avec des analyses exhaustives et non de simples suppositions, considérant que ce ne sont pas toujours les mêmes dépendamment du groupe, de la culture ou des croyances. Toutefois, la priorité d'assistance bien qu'accordée au groupe dans la position la plus désavantagée, n'est pas absolue: le gouvernement peut les assister tout en donnant d'autres types de programmes à des groupes désavantagés pour certaines composantes. Plus encore, aider seulement les plus désavantagés est très coûteux, mais, par exemple, financer la recherche en santé ou en éducation peut bénéficier à tous, sans engendrer des coûts aussi élevés. Les coûts peuvent donc être répartis pour assister un maximum d'individus.

En ce qui concerne les politiques publiques en tant que telles, Wolff et De-Shalit notent qu'il est important que ces dernières ne soient pas oppressives et respectent l'égalité de tous: il faut éviter des politiques qui stigmatiseraient certains individus (De-Shalit & Wolff, 2007, p. 172) - ceci peut sembler contradictoire: ils ne veulent pas que les politiques stigmatisent, mais leur approche le fait en identifiant les groupes les plus en difficulté et en se concentrant sur ceux-ci. Les auteurs soutiennent que les fonctionnements sont déterminés par trois éléments: les ressources internes et externes des individus et la structure sociale de la société. Donc, les décideurs peuvent intervenir à un de ces niveaux pour aider les gens en position de désavantage. Les auteurs soutiennent deux approches en particulier qui visent à modifier la structure sociale. Le « *status enhancement* » consiste à altérer la structure sociale, par exemple avec des nouvelles lois, afin de rendre la position des « plus faibles » plus avantageuse. Le « *targeted resource enhancement* » implique que le gouvernement investisse, subventionne des secteurs (par exemples des clubs de sport) qui bénéficieraient à certains groupes de la population plus en difficulté, plutôt que d'offrir des subventions directement à ces individus, ce qui les stigmatiserait. Ainsi, à deux niveaux différents, les auteurs suggèrent de modifier la structure sociale, plutôt que les ressources, préservant ainsi l'autonomie des individus et évitant toute marque d'infamie. Plus encore, lorsque présentes dans la société, ces mesures pourront prévenir le risque de certains manquements pour les individus en position de faiblesse, ce qui est important, puisqu'il n'est pas suffisant d'avoir certains fonctionnements, ces derniers doivent aussi être assurés. Ces mesures semblent intéressantes, mais s'appliquent plus à des politiques intérieures qu'aux politiques publiques d'aide au développement en tant que telles.

Il est certain que l'efficacité de ces mesures dépendra des différents contextes et positions dans lesquels sont les individus. C'est pourquoi investir dans plus de recherches

empiriques serait important. Wolff et De-Shalit soutiennent que parfois, il sera aussi pertinent d'utiliser des techniques nouvelles afin de maximiser les chances de succès des politiques. Par exemple, inclure le savoir des personnes concernées utile et il est nécessaire de considérer ces différentes avenues afin de minimiser les coûts et de maximiser les bénéfices (De-Shalit & Wolff, 2007, p. 179).

Nussbaum n'a pas inclus une section similaire dans son ouvrage, préférant laisser cette réflexion aux décideurs qui choisiront d'adopter son approche. Elle suggère des pistes de réflexion à ce sujet, mais pas des éléments concrets comme Wolff et De-Shalit. Toutefois, tout comme ces derniers, elle soutient que l'autonomie des individus est très importante et que les politiques publiques mises en place devront la respecter.

En somme, cette approche est liée de près à celle de Nussbaum et a apporté des éléments très intéressants pour enrichir ses idées: Wolff et De-Shalit soutiennent qu'être désavantagé signifie non seulement avoir un niveau de fonctionnement bas, mais équivaut aussi à faire face à un certain niveau de risque quant aux fonctionnements acquis. Tout comme Nussbaum, ils affirment que les désavantages sont pluriels, mais cette dernière n'avance pas comme eux que l'indexage des capacités est possible. Ils ajoutent que puisque le manque ou la possession de certains fonctionnements a une influence sur les autres fonctionnements, il est important que le gouvernement mette en place des politiques publiques qui éliminent les désavantages corrosifs et favorisent les fonctionnements fertiles (De-Shalit & Wolff, 2007, p. 181). Nussbaum adopte volontiers ces nouvelles idées. Ils proposent donc des pistes nouvelles et pertinentes pour aller de plus en plus vers une société plus égalitaire. Enfin, tout comme Nussbaum, ils soutiennent que la recherche plus théorique peut alimenter les politiques publiques et désirent allier les deux dans leur approche. Leur travail est d'ailleurs plus empirique que celui de Nussbaum, ce qui est intéressant pour préciser certaines parties de l'approche mise en place par cette dernière. Bien qu'ils aient un aspect théorique et empirique à leur approche, ils ne lient pas directement philosophie à développement, comme le fait Nussbaum. Néanmoins, des considérations morales sont avancées, montrant la pertinence de sortir de l'unique dualité développement-économie en allant vers d'autres disciplines, la multidisciplinarité étant promue dans cette ouvrage aussi.

Duflo: Lutte contre la pauvreté I et II

Duflo étudie des programmes d'aide à la pauvreté orchestrés dans quatre grands domaines: la santé, l'éducation, la micro-finance et la corruption, et tente de comprendre pourquoi ces programmes traditionnels connaissent souvent des échecs ou du moins, de faibles taux de réussite. Son approche est très différente des deux précédentes, mais elle

est très pertinente pour comprendre en partie les échecs du développement et pour prévenir de futurs échecs, lorsqu'une nouvelle approche sera mise en place.

Elle présente plusieurs analyses empiriques qui lui ont permis de comprendre diverses logiques qui semblaient à prime abord insaisissables. Ces analyses lui permettent de comprendre que plusieurs programmes mis en place sont inadéquats, puisqu'on ne les évalue pas en profondeur, étant instaurés sans qu'une rigoureuse analyse de leur efficacité ne soit effectuée (Duflo, 2010, p.17). À la fin d'un programme, aucune évaluation indépendante n'est effectuée pour analyser ses succès et ses échecs. Par exemple, dans plusieurs cas, des infrastructures ou divers services sont mis en place, sans analyser leur utilisation par les populations concernées et leurs répercussions sur celles-ci. L'approche de Duflo permet d'analyser certaines critiques avancées par Nussbaum contre les présents programmes de développement afin de constater s'il y a des divergences entre sa vision et les résultats des recherches de Duflo, quant à l'efficacité et l'utilité de plusieurs programmes d'aide au développement.

Voici quelques exemples pour exposer la problématique identifiée par Duflo quant aux programmes d'aide au développement: même si plusieurs écoles sont construites en Inde et en Afrique et que les politiques du gouvernement y encouragent l'inscription des élèves, il y a un grand taux d'absentéisme autant des élèves que des professeurs et, même après de nombreuses années d'étude, certains écoliers ne savent même pas lire (Duflo, 2010, p.39). Dans plusieurs régions, il y a des dispensaires, mais les infirmières sont souvent absentes et les individus ne s'y présentent que très rarement pour recevoir des soins (Duflo, 2010, p.72, 78). Dû à la corruption, les gens perdent confiance dans leur gouvernement et parfois, même lorsqu'il y a un système en place visant la participation politique de tous telle une assemblée générale, seulement une classe de la population est impliquée: les femmes et les plus démunis financièrement ne prennent que très rarement la place qui devrait leur être accordée dans les systèmes décisionnels (Duflo, 2010, p.79-80). Ces exemples démontrent qu'on met en place certaines infrastructures, certains projets, mais qu'on n'étudie pas en profondeur leur efficacité avant de les instaurer à plus grande échelle. En somme, en faisant de nombreuses études sur le terrain, Duflo en est venue à la conclusion que beaucoup d'éléments, pourtant primordiaux des problématiques actuelles sont laissés pour compte dans la présente manière dont on met en place les politiques de développement. Cette critique, bien que provenant d'une analyse différente, est très similaire à celle avancée par Nussbaum. Duflo affirme que pour combler ces failles, il faut mettre en place de rigoureuses évaluations une fois le programme en question complété.

L'éducation est un bon exemple d'un domaine où de nombreuses failles sont ignorées: bien que les coûts directs aient un impact sur la décision des parents d'envoyer leurs enfants à l'école ou non (Duflo, 2010, p.24), Duflo soutient que cela ne brosse pas un portrait complet de la situation. En effet, les programmes traditionnels voient les

parents comme un obstacle à l'inscription des enfants à l'école dû aux coûts directs et indirects que cela leur occasionne et ne se concentrent que sur ce point pour améliorer le nombre d'enfants ayant accès à l'éducation (Duflo, 2010, p.22). Or, il n'y a pas d'études effectuées en profondeur sur le terrain pour saisir que ce portrait est tout à fait incomplet et ainsi constater les problèmes susmentionnés, tels que l'absentéisme et l'apprentissage *réel* des enfants. Une autre difficulté au système d'éducation dans plusieurs pays, par exemple au Kenya, est que la méthode d'enseignement ainsi que les manuels sont souvent hérités du passé colonial du pays (Duflo, 2010, p.43) et donc mal adaptés à la réalité sociale et culturelle des élèves. Ainsi, le problème ne se résume pas qu'aux parents refusant d'inscrire leurs enfants à l'école à cause d'un manque de moyens financiers: leur présence en classe ne garantit pas leur apprentissage de connaissances contextuelles et primordiales, de nombreux autres facteurs ayant un impact.

Par conséquent, suite à plusieurs études, Duflo soutient qu'il faut reconnaître la diversité des enfants et de leur bagage et se délaier des anciennes méthodes (Duflo, 2010, p.56). Pour ce faire, les institutions doivent être réformées « par le bas » (*bottom-up*), c'est-à-dire via la collaboration des gens des villages et surtout des parents: en comprenant les problèmes présents et l'importance de les régler pour le futur de leurs enfants, les parents seront consciemment d'excellents vecteurs de changements.

Au niveau du système de santé, plusieurs études de cas aussi ont été entreprises pour comprendre les carences des présentes approches. Duflo a conclu que les programmes d'aide, par exemple en Inde, se concentrent souvent sur l'offre de services alors qu'il y a autant une problématique au niveau de la demande (Duflo, 2010, p.73). En effet, bien qu'il y ait un problème d'offre, car les infirmières sont souvent absentes et les dispensaires sont désuets, il y a une faible demande, car les gens sont mal informés et très peu sensibilisés à la prévention (Duflo, 2010, p.72). Plus encore, suite à certains comportements des infirmières et des médecins, plusieurs individus ne leur font tout simplement pas confiance (Duflo, 2010, p.72). Plusieurs projets entrepris par Duflo pour améliorer la situation actuelle ont d'ailleurs échoué quand il n'y avait pas une pleine compréhension et collaboration entre les autorités en place et la population (Duflo, 2010, p.75-76).

Par conséquent, Duflo soutient que l'expérience prouve qu'il faut mobiliser la population « par le bas » (Duflo, 2010, p.77): il faut être conscient des facteurs qui influencent leurs décisions et leurs comportements et ensuite leur proposer des programmes y répondant directement et les impliquant en tant qu'acteur du changement. Sinon, une grande incompréhension de la part de ces populations s'installe et ces programmes ne peuvent dès lors qu'être voués à l'échec.

Duflo suggère donc d'approfondir les recherches pour mieux comprendre l'efficacité ou l'échec des programmes mis en place. Pour repenser le développement, suite à de nombreuses études effectuées dans plusieurs pays, elle suggère de réformer les institutions en place et ce, « par le bas », pour maximiser les chances de succès des futurs programmes. Pour en arriver à cette conclusion, elle soutient l'importance de l'analyse des détails, tel qu'exécuté dans ses nombreuses recherches. Elle repousse l'idée parfois avancée de laisser tomber tout programme et de croire que redonner complètement le pouvoir aux individus vivant dans une grande pauvreté signifie les laisser à eux-mêmes et ne plus intervenir. Ils vivent une existence précaire avec des problèmes complexes, ont peu de ressources et de temps pour y répondre et ont malgré tout une responsabilité quant à la plupart des sphères de leur vie, par exemple, la majorité travaille pour leur compte. Duflo rappelle que « plus un pays s'enrichit, plus ses membres sont pris en charge quant aux décisions importantes de leur vie quotidienne » (Duflo, 2012). Laisser complètement tomber toute forme d'aide leur donnerait une responsabilité encore plus grande, responsabilité pour laquelle ils n'ont pas nécessairement les outils pour y faire face. Bref, la situation présente d'aide au développement ne fonctionne pas, mais laisser de côté toute forme d'aide n'est clairement pas la solution; Duflo suggère plutôt une réorientation des pratiques déjà en place.

Un travail concerté entre l'État, les organisations d'aide et les populations est nécessaire, tout en renforçant la place importante des populations plus pauvres à qui l'on pourrait accorder une place moindre dans les pays « en développement ». Par ailleurs, un des manquements actuels est la « frilosité politique » des acteurs étatiques dans ces pays: la majeure partie des programmes mis en place pour aider les populations pauvres provient d'organisations extérieures à la communauté concernée, telles des ONG (Duflo, 2010, p.101). Par conséquent, il faut stimuler les efforts de l'État à offrir des réformes des institutions « par le bas » aux populations concernées, tout en s'assurant ainsi que ces dernières occupent une place importante dans le processus de prises de décisions les touchant directement.

En somme, Duflo ne propose pas une approche qui permettrait de repenser complètement le développement, mais plutôt d'améliorer en profondeur ce qui est déjà en place. Cet aspect d'imputabilité et de reddition des comptes est souvent manquant et donc critiqué des programmes d'aide au développement. Plus encore, son analyse en profondeur est très importante, car la seule manière de pouvoir résoudre un problème est d'en connaître les causes et de le faire dans l'inclusion et le respect; elle confirme ce que Nussbaum a avancé, c'est-à-dire que les présentes approches du développement négligent les éléments clés de la situation des individus vivant des vies plus précaires, menant inévitablement à des échecs. L'approche de Duflo est importante, puisqu'elle vient valider avec de sérieuses recherches des éléments avancés par Nussbaum de manière un peu moins empirique. Ainsi, bien qu'insuffisant pour repositionner complètement les

actuelles politiques publiques d'aide au développement, ses recherches offrent des pistes de réflexion importantes pour repenser la présente manière de faire les choses.

Fassin: La raison humanitaire, une histoire morale du temps présent

Fassin propose une approche philosophique et éthique, très différente de l'économie du développement, thème central de l'approche classique du développement. C'est justement pourquoi il est pertinent d'analyser son approche: tel que soutenu, c'est en amalgamant les domaines d'études que l'on peut découvrir des éléments nouveaux, insoupçonnés dans les approches traditionnelles. Il faut sortir de la boîte afin d'en créer une nouvelle. Ainsi, il sera analysé que la réflexion plus philosophique de Fassin amène des éléments très importants pour repenser le développement, confirmant la pertinence de la philosophie pour repenser le développement et avoir une meilleure compréhension de la problématique. Son approche recoupe d'ailleurs les autres approches présentées à certains niveaux, ce qui sera analysé un peu plus loin. Fassin, tout comme Nussbaum et Duflo, soutient que les présentes manières de mise en œuvre du développement suppriment la vie biographique des individus, c'est-à-dire leur retirent leur valeur en tant qu'être humain, portant plus attention à leur vie biologique, raison pour laquelle ils requièrent assistance (Fassin, 2010).

Dans son livre, Fassin analyse la place des sentiments moraux dans les décisions des acteurs politiques et dans la gestion de crise en général et ce, autant au niveau national qu'international. Il conclut que la mobilisation des sentiments dans les relations d'assistance en aide humanitaire hiérarchise ces relations en créant une inégalité des vies et produit la victime en négligeant la vie biographique des individus (Fassin, 2010). Par exemple, les civils perdent leur identité propre et deviennent victimes ou bourreaux et les enfants en Afrique deviennent des orphelins du SIDA (Ibid, p.225): on laisse les sentiments dicter les relations, créant un « imaginaire social » (Ibid, p.326) menant à des politiques qui occultent les problèmes réels (Ibid) et empêchent les acteurs d'identifier les causes menant *réellement* à l'actuel problème. Cela est semblable d'ailleurs à la critique faite plus haut quant à l'approche de Wolff et De-Shalit et sa catégorisation d'individus « désavantagés ».

Fassin nomme cette place accordée aux sentiments dans les politiques actuelles le « gouvernement de l'humanitaire », gouvernement étant entendu au sens large du terme, ne se limitant pas qu'à un groupe ou un État (Fassin, 2010, p. 8). En bref, selon Fassin, le problème des présents programmes est qu'ils sont basés sur quelque chose d'intouchable: la morale humanitaire (Fassin, 2010, p. 315), empêchant les acteurs de cette forme d'aide de pousser une analyse profonde pour constater le succès ou l'échec des politiques mises

en place. Nussbaum soutient d'ailleurs qu'il faut inclure plus de réflexion morale dans nos politiques publiques.

Pour repenser la présente approche au développement, Fassin propose deux éléments: l'on doit permettre de mettre en doute ce qui ne se questionne habituellement pas (la morale de l'humanitaire) et, pour adopter cette vision critique, l'on doit se positionner à la frontière entre notre vision et celle de l'autre; sur le seuil (voir explication de l'allégorie de la caverne de Platon plus loin).

Il soutient que l'on doit tout remettre en cause, même ce qui semble à première vue tout à fait évident (Fassin, 2010, p. 315). Ainsi, dans la période actuelle, tout ce qui *semble* moralement acceptable, moralement valable, n'est jamais questionné, pourtant, cela doit être fait si l'on veut améliorer les présentes approches qui sont problématiques à certains niveaux. En effet, le raisonnement est souvent arrêté par l'argument moral mis de l'avant dans plusieurs situations d'aide alors que ce n'est pas parce qu'une action semble moralement valable qu'elle l'est réellement et qu'elle est nécessairement adéquate pour le problème adressé. L'on se lance dans d'innombrables programmes pour « sauver le monde », et les acteurs semblant si bienveillants et nobles, peu osent les critiquer ou remettre en question leurs actions, et surtout leurs intentions, ce qui est une grave erreur selon Fassin.

Dès lors, en questionnant l' « inquestionnable », l'on réalise que la morale actuelle comporte plusieurs problèmes: tel que susmentionné, l'on a oublié que les individus victimes de catastrophes naturelles ou de conflits armés ou vivant dans des conditions de pauvreté extrême, sont des êtres humains à part entière. Fassin soutient que si l'on reconnaissait chaque individu comme être à part entière, on lui reconnaîtrait ainsi des droits, droits le protégeant contre toute forme d'assujettissement, même celui de l'humanitaire ou même dans ce cas-ci, celui de l'aide au développement. Plus encore, c'est cet aspect des individus, leur autodétermination, qui permettrait aux acteurs de l'humanitaire de comprendre leurs besoins réels et qui donnerait ainsi l'occasion aux individus concernés d'être acteurs de leur destin et non passifs face aux interventions orchestrées pour les « aider » (Fassin, 2010, p. 328). L'aspect de l'autodétermination des individus est d'ailleurs souvent critiqué dans l'approche des politiques d'aide au développement, tel que susmentionné: tout comme Nussbaum, Wolff et De-Shalit et Duflo, Fassin voit l'importance de l'autonomisation des individus et constate que cet aspect est souvent négligé par des approches trop paternalistes.

Afin de nous expliquer comment articuler sa vision, et où il considère que devrait se positionner les acteurs du développement, Fassin se réfère au prologue classique qu'est *La République* de Platon et spécifiquement à l'allégorie de la caverne (Fassin, 2010, p. 315): les gens à l'intérieur de la caverne sont plongés dans les ténèbres; ils voient des ombres et croient que c'est la réalité, ce n'est qu'en fait un reflet de cette dernière. Si un

individu en sort, il peut dès lors réaliser qu'ils avaient tort de confondre les ombres pour la réalité et le raconter à tous ceux qui sont toujours dans les ténèbres. Or, en étant complètement sorti de la caverne, l'individu peut être aveuglé par la vérité et négliger la compréhension de la position de ceux qui y sont toujours. Fassin soutient qu' « on pourrait ainsi saisir de l'humanitaire, dans un cas, à partir de ce qu'elle occulte de la réalité du monde et, dans l'autre, en tant qu'elle est devenue notre manière de l'appréhender. » (Fassin, 2010, p. 317). Ce dernier prône une position que lui-même a tenté d'adopter dans l'écriture de son ouvrage: une position sur le seuil de la caverne où s'il se déplaçait d'un côté, il retomberait dans les ténèbres et s'il se déplaçait de l'autre, il serait aveuglé par la lumière (Fassin, 2010, p. 317).

Ainsi, pour repenser nos présentes actions d'aide au développement, il faut adopter cette position sur le seuil entre notre position et celle des populations dans une position de vulnérabilité. C'est en adoptant cette attitude à la frontière qu'on peut questionner l'« inquestionnable » et ainsi trouver le véritable problème et subséquemment, une solution. Cet élément est très important dans l'application concrète de l'approche des capacités, puisqu'il met en place un certain comportement à adopter lorsqu'il sera temps de prendre des décisions, afin de ne pas retomber dans les anciennes habitudes et adopter une attitude « nous versus eux », négligeant l'apport considérable de l'autre dans la mise en place de politiques publiques.

Fassin, bien qu'il applique son approche à l'aide humanitaire, propose un projet qui s'applique aussi à l'aide au développement. Ainsi, il met en place les bases pour la fondation des idées permettant de repenser le développement, où le philosophique a autant d'importance et de valeur que l'empirique (ici étant l'économique), aspect souvent négligé dans la pratique, jugé trop abstrait; le philosophique ramène les questionnements d'ordre moraux, laissés de côté trop longtemps...

D'ailleurs, il peut être observé que Fassin propose des éléments pour repenser le développement davantage fondés sur l'éthique, donc plus abstraits, alors que Duflo présente des éléments très empiriques. Toutefois, les auteurs prônent tous deux, bien que de manière différente, de repenser les programmes actuels afin de redonner une partie importante du pouvoir à ceux principalement concernés par les conflits et la pauvreté. Tout comme Duflo et Nussbaum, Fassin propose une analyse plus en profondeur des problèmes, analyse qu'il qualifie lui aussi de négligée par les présentes approches d'aide au développement. Il ne le fait pas de manière empirique comme Duflo,

mais plutôt de manière philosophique et éthique afin de repenser les motifs véritables³ derrière les actions posées et leurs impacts moraux. En agissant ainsi, les acteurs du développement pourront réaliser que l'effet désiré n'est pas celui présentement obtenu et auront aussi un point de départ pour repenser leurs approches.

Par ailleurs, il a pu être constaté que l'approche de Nussbaum n'est pas comme les autres approches de l'économie du développement, surtout puisqu'elle ajoute une dimension philosophique, habituellement non jumelée à la théorisation des approches traditionnelles de l'économie du développement. À ce niveau, sa pensée est très près de celle de Fassin: tout comme ce dernier, elle soutient qu'il faut ajouter l'aspect moral à la réflexion afin de prendre de meilleures décisions (Nussbaum, 2008, p. 127). Nussbaum et Fassin soutiennent que les réflexions morales sont trop négligées de nos jours et qu'il faut joindre des contraintes à ce niveau à nos actions; aux politiques publiques (Nussbaum, 2008, p. 157). Ceci est donc un point de départ pour repenser le développement: présentement, l'aspect moral n'est pas considéré dans les politiques publiques.

Même si la méthode de recherche de l'approche des capacités est différente de certaines analyses proposées par les autres auteurs présentés dans cette revue de littérature, chaque ouvrage a énoncé des éléments pertinents en relation à l'approche des capacités. Les différentes approches analysées ont permis de constater quelques éléments clés pour repenser pour refonder le développement, qui seront utiles dans notre analyse finale: Wolff et De-Shalit fournissent des concepts supplémentaires pour appliquer concrètement l'approche des capacités aux politiques publiques, alors que Duflo propose la position à adopter pour s'assurer du succès et du bien-fondé des politiques publiques une fois qu'elles seront instaurées, valorisant grandement une évaluation rigoureuse de tout programme mis en place. Fassin quant à lui présente l'état d'esprit à adopter lors de l'application des politiques afin de maintenir la validité morale de nos actions et de s'assurer de leur succès à tous les niveaux. Utiliser cette variété d'auteurs pour la revue de littérature va de pair avec l'approche de Nussbaum qui valorisent justement une approche multidisciplinaire. Plus encore, les différents éléments présentés permettent de soutenir que la philosophie serait une discipline intéressante à allier à l'aide au développement, Nussbaum et Fassin en particulier mettant de l'avant sa valeur.

³ Les « motifs véritables » se réfèrent à la déontologie, position éthique qui s'oppose en quelque sorte au conséquentialisme, soutenant que les intentions ont une valeur morale dans l'action (Ogien, 2004). Kant est un des principal défenseur de cette approche et explique très bien le raisonnement Dans *Fondation de la métaphysique des mœurs* : brièvement, une bonne intention n'a pas une valeur pour ce qu'elle accomplit, mais bien parce qu'elle est bonne en elle-même. Les actions doivent être guidées selon une loi universelle: « I ought never to act except in such a way that I could also will that my maxim should become a universal law » (Kant, 2012, 12-15). Donc ici, ce n'est pas seulement le résultat de l'aide d'urgence ou l'aide au développement qui importe, mais bien les intentions des acteurs derrière leurs actions qui ont aussi un impact sur les programmes d'aide.

Bref, des conclusions similaires ressortent des approches présentées dans cette revue de littérature et concordent avec les idées de Nussbaum, approche clé de ce mémoire: les présentes approches du développement n'étudient les problèmes qu'en surface et des éléments primordiaux pour une solution efficace sont laissés de côté. Ainsi, même en analysant des facteurs différents, les problèmes identifiés par les auteurs sont similaires: les méthodes et les approches présentement utilisées dans le domaine de l'aide au développement obstruent l'analyse des causes réelles de différents problèmes auxquels font face certaines populations vivant dans la pauvreté et dès lors, on ne peut apporter l'aide adéquate, puisqu'on ne répond pas au réel problème. Cette conclusion est sans équivoque puisque sans considérer les mêmes facteurs, les auteurs en arrivent au même bilan et définissent la même problématique. Cette constatation est donc le résultat des différentes failles de l'économie du développement, présentées dans la première section. Ainsi, tous les auteurs veulent redonner le pouvoir aux individus principalement concernés pour éviter tout assujettissement et ainsi promouvoir leur valeur intrinsèque, leur autonomie, souvent négligées par les approches traditionnelles qui sont plutôt paternalistes.

Bien qu'incomplet, Nussbaum présente un projet politique pour refonder complètement la société et surtout, le regard porté sur le développement et sur les sociétés considérées « sous-développées ». Les autres auteurs apportent des éléments pour renforcer son approche et soutenir la valeur de la philosophie dans le domaine du développement. La troisième section présentera comment l'on peut repenser les politiques publiques d'aide au développement via l'approche de Nussbaum. Il pourra être constaté que bien que ce soit un projet d'envergure, cela est tout à fait faisable, si l'on accepte d'enfin sortir des sentiers battus.

Partie 3:

Application concrète

While I am interested both in economics and in philosophy, the union of my interests in the two fields far exceeds their intersection.

-Amartya Sen

Les deux dernières sections ayant analysé en profondeur ce qui est considéré comme « le développement » de nos jours et ayant présenté différentes approches alternatives à cette vision, dont l'approche clé de ce travail de Martha C. Nussbaum, cette dernière section se veut une réponse directe à la question de départ de ce mémoire. Il est désormais temps d'appliquer cette approche, afin d'exposer concrètement ce qui pourrait être fait pour repenser complètement le développement afin d'améliorer les pratiques, le présent fonctionnement ne menant qu'à des échecs perpétuels (par exemple, la pauvreté extrême bien qu'elle ait diminué, persiste toujours, tel qu'abordé dans la partie 1).

Il y a désormais une nécessité d'adopter une alternative théorique aux présentes approches de l'économie du développement, car ces dernières étant désuètes pour les raisons présentées au cours de ce mémoire, elle mènent à de mauvaises décisions quant aux choix des valeurs humaines dans nos actions (Nussbaum, 2012, p. 12). La théorie choisie pour orienter l'aide au développement est importante, puisque l'amélioration des conditions de vie des individus dans les pays aux prises avec de grandes difficultés socio-économiques dépend souvent des programmes adoptés par les différents pays plus nantis quant à l'organisation de leur aide extérieure. Concrètement elle est importante, puisque les « pays en développement » vont se baser sur les critères internationaux, les courants de pensée dominants, lorsqu'il veulent augmenter la qualité de vie de leur pays ou prouver que cela est accompli (Nussbaum, 2012, p. 71). Présentement, les États voyant que ce qui importe est leur PIB, convergent leurs efforts pour améliorer la croissance, parfois au prix de la qualité de vie humaine de plusieurs. Si l'on valorisait d'autres critères au niveau international quant au « développement » des nations, tels que ceux présentés par Nussbaum, utilisant la philosophie et accordant donc une valeur morale aux pratiques, peut-être que les pays connaissant des difficultés socio-économiques commenceraient à les considérer, notant que les valeurs humaines aussi ont de l'importance.

Dans cette troisième section seront proposées des pistes de réflexion pour exposer ce que signifie concrètement appliquer cette théorie pour repenser nos présentes politiques d'aide au développement. Pour ce faire, seront d'abord présentés quelques éléments très près de l'approche des capacités qui ont déjà été élaborés pour améliorer les pratiques du développement. Il sera constaté que ces éléments sont pertinents, mais non suffisants ne présentant pas un projet complet pour les États. Enfin, sera présenté ce qui peut être fait concrètement à court et long terme pour appliquer cette approche dans les politiques d'aide au développement. Les pratiques ne peuvent être complètement transformées du jour au lendemain, mais certains pas peuvent être entamés dès à présent. Comme l'énonce l'adage populaire: « le meilleur moment pour agir, c'est maintenant ».

Éléments déjà proposés pour reconsidérer le développement

Avant de présenter un plan plus précis de ce qui pourrait être fait à court et à long terme si l'approche de Nussbaum était appliquée pour repenser les politiques publiques d'aide au développement, il est important de donner un aperçu de ce qui a déjà été fait: beaucoup ont déjà constaté des problèmes au niveau du développement et ont proposé des éléments concrets pour le modifier en partie. Considérant les limites de ce travail, ceci sera seulement un aperçu des idées déjà proposées et non une revue de tout ce qui a été fait jusqu'à maintenant.

Les outils de mesure sont un aspect souvent critiqué quant à l'économie du développement, certains soutenant qu'ils sont beaucoup trop centrés sur des critères strictement économiques. Ainsi, la Commission Sarkozy a été mise en place en 2008, soutenant que les présents indicateurs ont une limite et qu'il fallait donc trouver des manières de les repenser. Dans le cadre de cette Commission Sarkozy soutenait que les outils de mesure choisis sont importants, puisque :

La statistique et la comptabilité reflètent nos aspirations, la valeur que nous accordons aux choses. Elles sont indissociables d'une vision du monde, de l'économie, de la société, d'une idée de l'homme, de son rapport aux autres. Les prendre comme des données objectives, extérieures à nous-mêmes, incontestables, indiscutables, c'est sans doute rassurant, confortable, mais c'est dangereux. C'est dangereux, parce que l'on en vient à ne plus se poser de questions ni sur la finalité de ce que l'on fait, ni sur ce que l'on mesure réellement, ni sur les leçons qu'il faut en tirer. (Stiglitz et al., 2009, p. 10)

Ainsi, c'est en choisissant les mauvais outils de mesure qu'on crée des programmes de développement menant à l'échec, puisque es indicateurs fournissent des informations erronées sur la réalité (Ibid).

Trois grands économistes, Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi étaient responsables de cette commission et ont engagé un débat quant à la validité des principaux indicateurs, surtout quant aux limites de l'évaluation via le PIB. Ils soutiennent qu'il y a présentement un problème, puisqu'il y a un écart entre les perceptions et les statistiques socio-économiques d'une situation. En général ils recommandent de mesurer non seulement le quantitatif, mais aussi les changements qualitatifs dans la production, puisque cela a autant d'importance. D'ailleurs, il faut mesurer ce qui est produit par le secteur public, par exemple les services et non seulement la production de biens, sinon cela implique que les services tels la santé ou l'éducation n'ont aucune valeur puisqu'ils n'ont pas de valeur marchande (Stiglitz et al., 2009). Ils soutiennent qu'il ne faut pas abandonner complètement la mesure de production, mais il faut l'améliorer. Le bien-être doit aussi être mesuré dans toute sa pluralité et ce, avec une vision à long terme de viabilité (Ibid). La Commission a fait douze recommandations, ne

pouvant être toutes présentées dans ce travail, mais tout de même pertinentes, pour appliquer concrètement ces idées. Elles sont présentées en Annexe 1. Il est intéressant de constater que cette Commission propose des éléments en partie semblables à ce que Nussbaum soutient. Adopter les recommandations ou du moins les soumettre à consultation serait donc une bonne transition vers l'application de l'approche de Nussbaum.

D'ailleurs plusieurs outils pour mesurer le bien-être d'une nouvelle façon ont aussi été développés, tel que l'échelle de Cantril, qui mesure subjectivement le bien-être des gens. Elle est utilisée par de nombreux chercheurs et le *World Gallup Monitor* l'utilise aussi. On dit aux individus d'imaginer une échelle de 1 à 10, où 10 est la meilleure vie possible et on leur demande de se situer sur cette échelle maintenant et dans cinq ans (Gallup, 2015). Ce qui est important, c'est que l'individu détermine lui-même sa position. Ce genre de nouvelles manières d'évaluer gagne à être jumelé aux mesures traditionnelles afin de mieux saisir la réalité socio-économique des individus.

Aussi, Nussbaum soutient que son approche des capacités est près de l'approche de développement humain avancée par le PNUD. Il y a des rapports sur le développement humain à chaque année depuis les années 1990 et les capacités y sont incluses. Toutefois, ces rapports abordent différents thèmes et y incluent les capacités, mais ne définissent pas clairement ce que sont pour eux les capacités. Ils cherchent à orienter les discussions quant aux politiques de développement et utilisent les capacités comme instrument de comparaison, plutôt que comme fondement d'une toute nouvelle approche, tel que le fait Nussbaum (Nussbaum, 2012, p. 36). Néanmoins, ce qui est intéressant dans ces rapports, c'est que l'on donne tout de même une valeur à des éléments autres que seulement économiques. Par exemple, l'éducation et la santé sont grandement valorisées. Cela se reflète d'ailleurs dans les nouveaux indices développés par l'ONU pour mesurer le rendement des pays tel l'IDH ou l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM). L'IDH est intéressant, car il classe les pays non via le PIB, mais via l'éducation, la santé, et le niveau de vie d'un pays. Ainsi, certains pays sont en tête de liste quant à leur PIB, mais chutent très bas quant à l'IDH, ce qui donne un bon aperçu de la situation humaine dans le pays en question. L'IPM considère les trois mêmes éléments que l'IDH, et mesure le niveau de privation pour chaque individu quant à ces éléments, considérant que la pauvreté ne peut se résumer qu'à l'aspect financier. Ces nouveaux outils sont intéressants et encourageants, car ils prônent, tout comme l'approche de Nussbaum, que le développement doit être multidimensionnel et que beaucoup d'éléments sont à considérer. Cette dernière soutient d'ailleurs que l'approche des capacités complète ces initiatives déjà entamées pour repenser le développement.

L'approche est d'ailleurs directement liée aux mouvements déjà entamés de défense des droits de l'homme; tous deux soutiennent que les individus ont des droits (capacités) fondamentaux, ce qui implique des devoirs de la part des gouvernements de

les protéger. Les capacités reconnues comme fondamentales par Nussbaum sont d'ailleurs très similaires aux droits humains de base déjà établis. Toutefois, Nussbaum soutient que les mouvements de protection des droits humains sont toujours incomplets, n'étant pas des théories en tant que tel, mais bien des mouvements, car comme elle le soutient : « Les droits fondamentaux ne sont que des mots s'ils ne sont pas rendus réels par l'action du gouvernement. » (Nussbaum, 2012, p. 95).

Enfin, il est intéressant de constater que l'Allemagne a décidé d'appliquer l'approche des capacités pour repenser son approche quant à la pauvreté intérieure. Elle décida de l'opérationnaliser via un outil traditionnel de mesure de la pauvreté, le « income-based at-risk-of-poverty rate » (AROPR). Rippin (2016) a fait des recherches pour déterminer si cet outil de mesure était réellement approprié pour jauger la pauvreté et l'a comparé avec d'autres outils multidimensionnels soit le « Correlation Sensitive Poverty Index » (GCSPI) qui mesure la pauvreté en Allemagne via des standards objectifs et le « Subjective Correlation Sensitive Poverty Index » (SCSPI) qui la mesure via une auto-évaluation de la situation de la part des participants (standards subjectifs). Elle conclut que ces deux derniers outils de mesure donnent des résultats différents de l'AROPR; des résultats plus satisfaisants, ce qui signifie que pour opérationnaliser l'approche des capacités, le gouvernement allemand gagnerait à jumeler cette méthode traditionnelle de mesure de la pauvreté à des outils nouveaux, tels le GCSPI ou le SCSPI (Rippin, 2016). Bref, tout comme Wolff et De-Shalit l'ont avancé dans leur approche et tout comme la Commission Sarkozy a entre autres proposé, elle suggère d'allier des indicateurs subjectifs et objectifs pour mesurer la pauvreté et le bien-fondé de cette stratégie a été prouvé en Allemagne.

Ce bref aperçu démontre que plusieurs initiatives parfois dissociées se sont développées depuis quelques années en réponse aux nombreuses critiques du développement. Toutefois, étant développées séparément, il est difficile pour un pays de toutes les adopter, ne faisant pas parties d'un projet coordonné et cohérent. Plus encore, celles-ci se concentre sur un aspect du développement, alors que Nussbaum a un projet tentant d'englober tous les aspects, en alliant philosophie à développement. Voilà pourquoi l'approche des capacités est pertinente, puisqu'en étant une théorie de la justice sociale, elle propose des éléments coordonnés pour repenser complètement les politiques publiques d'aide au développement.

Application concrète de l'approche

Suite à la réflexion effectuée tout au long de ce mémoire, voici les suggestions pour repenser les politiques publiques d'aide au développement à court et à long terme. Il est important que l'on tente de persuader les pays de les appliquer, mais on ne peut les

forcer à le faire. Le pluralisme des idées est essentiel et ne peut être négligé. Ceci est plutôt un guide afin de donner des pistes de départ aux responsables politiques ou aux différentes organisations qui désireraient l'adopter et voudraient donc soumettre cette approche à la discussion et à la délibération.

Pistes d'action à court terme

Un point très important et intéressant de l'approche de Nussbaum est qu'elle allie l'économie du développement à la philosophie, ainsi, cela aussi devrait être fait lors de l'élaboration de nouvelles politiques: il faudrait inclure une pluralité d'experts pour une diversité de situations. Il n'y a pas que les économistes peuvent penser ces politiques, on doit amalgamer les disciplines; ces derniers doivent travailler avec des philosophes, par exemple. Le plus d'experts de divers milieux travailleront ensemble, le mieux les politiques seront, chacun ayant un champ d'expertise différent et donc des connaissances variées mises à contribution dans l'élaboration de nouvelles politiques. Aussi, chacun résonne différemment, ce qui ne peut qu'enrichir les politiques publiques. En instaurant l'approche, il faudrait donc promouvoir le rapprochement entre les milieux universitaires et les milieux pratiques, incitant dès leur formation puis en milieu de travail, la collaboration entre philosophes et économistes, ces derniers travaillant présentement dans des milieux complètement séparés. Ce point serait tout à fait faisable dans un court/moyen terme et serait de grande valeur pour instaurer l'approche des capacités et surtout, repenser complètement notre approche face au développement.

Le premier pas à faire serait d'évaluer les présents programmes mis de l'avant par l'État et de déterminer à quels niveaux en particulier sont les lacunes. Dans cette optique, il faudrait les évaluer à plusieurs niveaux, entre autres en questionnant les normes morales de ce qui est déjà fait afin de comprendre réellement les problèmes. Les responsables politiques ont un rôle à jouer à ce niveau dès le départ et tout au long du processus. Il faut se rappeler cette idée d'être toujours « un pas à l'intérieur et un pas à l'extérieur » afin de comprendre que l'autre peut avoir une vision complètement différente, afin de ne pas être aveuglé par notre réalité. Inclure une variété d'experts va justement faciliter ce questionnement et aider les décideurs à se positionner à la frontière.

Au départ, les programmes pourraient utiliser ce qui a déjà été fait pour repenser les systèmes de mesure. Par exemple, ils pourraient appliquer les nouveaux indicateurs pour évaluer le focus de l'aide et l'orientation des politiques publiques du développement tel l'IDH et les Rapports de développement humain. Les recommandations de la Commission Sarkozy pourraient aussi être employées pour orienter les politiques publiques et mesurer adéquatement ce qui est nécessaire pour apporter une aide appropriée (Revoir Annexe 1).

Le but de l'aide au développement devant désormais s'orienter vers outiller l'individu, les politiques devront privilégier une aide ni ponctuelle ni continue: il peut y avoir plus d'une intervention, mais ça ne peut être un projet de trop longue durée, les politiques devant créer le moins d'ingérence possible: dès que la tâche est accomplie, les acteurs doivent se retirer pour laisser les populations maîtres de leurs décisions. Il pourrait y avoir des visites occasionnelles si désirées par la communauté, afin de s'assurer de la pérennité des capacités de base pour chacun et des capacités des gouvernements locaux pour les garantir.

Pistes d'action à long terme

Pour suivre complètement la vision de l'approche des capacités de Nussbaum, d'autres actions plus importantes, seulement possibles sur une plus longue période de temps, devront être entreprises, afin d'avoir des programmes d'aide au développement reflétant vraiment cette vision.

Inclure davantage la population dans l'élaboration des politiques d'aide au développement via la délibération serait très important et ce, autant ici que dans les pays d'intervention. Valoriser les discussions, les débats, les accords comme les désaccords est primordial. Ainsi, les politiques adoptées seraient issues d'un consensus par recoupement. Il devra y avoir de nombreuses délibérations entre responsables politiques, experts de différents milieux, citoyens, etc. pour réévaluer la liste des capacités centrales de Nussbaum. Bien qu'elle croit fermement que sa liste soit pertinente, Nussbaum la propose plutôt comme un guide que quelque chose de défini. Ainsi, il devra y avoir des consultations publiques pour décider si cette liste est adéquate ou si des modifications sont nécessaires pour le respect de la dignité humaine. Lorsque cela sera fait, l'État en question aura un point de départ solide pour guider ses politiques publiques d'aide au développement. Si la liste était imposée, ce serait une continuation du paternalisme, donc ce serait contre l'approche; cette liste n'est qu'un plan.

Développer de nouveaux outils de mesure sera très important, particulièrement pour mesurer les capacités. Il y aura l'édification d'un « code des capacités », afin de mettre en place un guide pour établir comment comprendre chacune des capacités, ce dernier expliquant les données quantitatives et qualitatives, subjectives et objectives nécessaires pour les comprendre et les mesurer. Tel que présenté, pour mesurer les capacités et toute autre donnée importante pour les politiques de développement, il est important d'utiliser une variété d'indicateurs, qui devront être définis par l'État mettant en œuvre cette approche (plus de précisions à ce sujet dans l'Annexe 2). La contribution des philosophes sera importante à ce niveau, puisque venant de l'externe et considérant

grandement la valeur humaine et donc les questions morales, ils proposeront des avenues pour mesurer le développement complètement nouvelles.

Lors de l'orientation des programmes, les responsables devraient miser sur des programmes qui autonomisent les individus, qui valorisent des capacités fertiles qui contribueront à plusieurs aspects du développement de chaque individu. Toutefois, dans l'élaboration de ces programmes d'aide extérieure, les responsables doivent se rappeler qu'ils ont un devoir d'assistance et non d'ingérence, d'où l'importance des partenariats à plusieurs niveaux, du travail avec les autorités locales des pays et avec les ONG sur place, afin d'identifier comment l'assistance peut être fournie, sans imposer une solution « clé en main » à la population locale, ce qui serait contraire à toutes les valeurs de l'approche des capacités. L'idée de liberté est au cœur de l'approche des capacités, puisqu'on met de l'avant les capacités centrales pour chaque individu, afin qu'ils deviennent autonomes face à leur destin et qu'ils possèdent les outils nécessaires et ne soient plus dépendants de quiconque.

Dans cette optique, il est important de rappeler que les institutions ont un rôle essentiel à jouer dans cette application, autant à court qu'à long terme, le gouvernement en place ayant un rôle clé quant à la mise en application de ce nouveau cadrage et quant à la protection des capacités fondamentales. Ainsi, lors de la réflexion quant à de nouvelles politiques publiques d'aide au développement, il faudra considérer que lorsque possible, l'on se doit d'impliquer les autorités gouvernementales des pays assistés, autant au niveau local que national, afin d'engager les acteurs locaux pour qu'ils s'approprient l'aide et qu'éventuellement, ils deviennent auto-suffisants et puissent par eux-mêmes assister leurs populations en difficulté seuls.

Enfin, tel que Duflo le soutient, lorsque les politiques publiques auront été repensées et que les programmes d'aide au développement auront été élaborés, il sera très important de mettre en place une rigoureuse évaluation de ces programmes, afin de s'assurer qu'ils sont adéquats. Ceci implique que des spécialistes externes au programme instaurent et conduisent l'évaluation sur place. Si les programmes possèdent des failles, une rigoureuse évaluation permettra de les identifier dès le départ et de les modifier en connaissance de cause. Même si cette nouvelle approche est prometteuse, il est certain qu'il y aura une période d'adaptation au départ, comme pour tout changement. Il faut donc être prêt à y faire face et à accepter la critique, afin de renforcer sa mise en œuvre.

Bref, ceci démontre qu'il est possible de questionner de nouveau nos actions et de concrètement repenser les approches du développement pour qu'elles apportent une aide efficace, autonomisant les individus, leur donnant les outils pour s'émanciper et créer un futur qui leur ressemble. Ironiquement, le but du développement devrait être sa fin, puisqu'il devrait permettre de fournir aux pays les outils pour qu'ils puissent garantir le bien-être minimum à chaque individu. On ne désire pas créer une dépendance à

l'assistance internationale, mais bien développer les capacités pour que chaque État soit auto-suffisant au niveau du bien-être de ses citoyens. L'économie du développement ne permet pas cela, les pays entrent dans un cercle vicieux et semblent voués à y rester. Avec l'approche des capacités, cela est possible, puisque l'aide au développement ne sera plus synonyme d'ingérence, mais bien d'assistance, avec une collaboration étroite avec les responsables politiques des États lorsque possible, et avec la population civile et les différentes organisations sur le terrain à tout moment. Ce sont des outils qui seront donnés aux individus, afin qu'ils deviennent les acteurs principaux de leur développement, de leur émancipation.

Ce travail a voulu demeurer réaliste. Tel que soutenu, ce changement complet ne peut se faire sur le court terme. Des actions peuvent être entreprises dès maintenant, mais pour un changement complet, cela se fera avec des actions concrètes à long terme. Repenser le développement pour un avenir meilleur est possible, mais ce doit être un projet de société, afin que cette solution soit viable, car tel que Sen le soutient, la somme de toutes les capacités, c'est la liberté (Alkire, 2002).

En guise de conclusion

They will have to accept the notion now widespread in Third World that they know best instead of the older one that we know best for them. They will have to emphasize and listen seriously for the first and be prepared to support some of the Third World notions of development as distinct from Western one. (...)

-Rizal, 2006, p. 59

En terminant, les points saillants de ce travail ainsi que ses limites sont importants à rappeler. Ce travail n'a pas seulement analysé différentes approches des capacités, développées par plusieurs auteurs, mais en a plutôt choisi une et l'a enrichie avec des approches très différentes et très intéressantes d'autres auteurs et ce, afin de présenter la valeur de la multidisciplinarité, mais aussi la valeur de l'approche des capacités. En effet, démontrer que l'approche des capacités de Nussbaum se situe à l'intersection d'autres approches importantes et variées prouve qu'elle est elle-même issue d'un consensus par recoupement et qu'elle est réalisable et qu'elle se trouve à la jonction d'idées novatrices et importantes pour repositionner les politiques publiques d'aide au développement.

Tel que présenté, les failles du développement nous poussent à demander un changement drastique dans les méthodes actuelles. Adopter l'approche des capacités est ce changement drastique. Un élément clé de l'approche, et l'élément principal de ce travail serait de valoriser la contribution de différents champs académiques dans l'élaboration des politiques, ce qui implique de ne pas engager seulement des

économistes, mais de coordonner leur travail aussi avec des philosophes. Amalgamer les champs d'études est très important dans l'instauration de cette approche, puisqu'elle se trouve elle-même à la jonction de la philosophie et de l'économie du développement.

D'ailleurs cette vision a été incluse dans l'écriture même de ce mémoire: dans la revue de littérature, il n'y pas eu que l'approche de penseurs de l'économie du développement qui a été analysée, mais aussi une approche plus philosophique, celle de Fassin. Des notes ont d'ailleurs été ajoutées en bas de page pour mentionner quelques contributions morales et philosophiques importantes à certains aspects, démontrant que diverses idées développées par Nussbaum en économie du développement sont similaires à différents concepts provenant de disciplines diverses variées telles la philosophie, l'éthique ou la théologie. Plus encore, lors de la présentation de passages pertinents à la réflexion au début de chaque section, des passages plus philosophiques ont été choisis pour compléter des extraits plus appliqués, afin de démontrer en incluant d'emblée des analyses de divers horizons académiques et professionnels, que ce mélange de domaines est possible et même souhaitable, pour enrichir la réflexion et la conception de diverses politiques publiques innovatrices.

Adopter cette approche implique aussi d'autres changements. Principalement, il a été soutenu que cela nécessite de considérer désormais les capacités des individus, c'est-à-dire les libertés substantielles de chacun pour prendre des décisions quant à leur destin. Il faut outiller l'individu, limitant les interventions continues seulement lorsque cela est nécessaire et demandé par les populations. Il faut réinventer nos systèmes de mesures, c'est-à-dire les indicateurs utilisés pour faire état de la situation. Inclure l'aspect moral dans nos réflexions est de la plus grande importance. Mettre en œuvre l'approche des capacités pour repenser le développement implique d'inclure plus d'individus de différents horizons dans les discussions et la délibération afin de mettre en place des politiques reflétant la diversité des sociétés, ne valorisant pas qu'une seule vision. Repenser les politiques d'aide au développement doit être un projet de société, puisque c'est cette vision qui se reflètera dans les actions. Lors de l'élaboration, les partenariats avec des ONG locales et différents acteurs locaux seront mis de l'avant, tout comme la collaboration avec les autorités politiques locales lorsque possible.

Le développement doit être repensé afin de donner les moyens aux individus d'arriver à leurs propres fins subjectives. Les moyens et les fins sont réorientés: la fin d'un programme d'aide au développement n'est plus une croissance X ou un PIB Y (qui ne sont que des moyens pour les pays) d'un pays, mais bien d'outiller ce pays et sa population afin qu'eux-mêmes aient les moyens (les capacités) d'accomplir le meilleur dans leur contexte selon leur propre subjectivité. Voilà pourquoi bien-être est entendu comme « capacités », afin que les individus aient la liberté, les possibilités d'accomplir ce qu'ils veulent. En fait, le but ultime du développement doit être qu'une population n'ait plus besoin de l'aide au développement des autres pays, que les groupes concernés soient

auto-suffisants, que les individus aient la liberté de choisir ce à quoi ils octroient de la valeur. Adopter cette vision sera facilité par la collaboration avec des philosophes puisqu'ils valorisent grandement l'aspect moral.

Ce travail a tout de même plusieurs limites, surtout considérant la limite dans sa longueur. En effet, pour approfondir cette recherche, il aurait été pertinent d'élaborer une section sur les différents approches des capacités déjà proposées, afin de comparer les divers éléments propre à chacune. Plus encore, la place des institutions pour repenser le développement aurait pu être approfondie: certains auteurs clés tel Douglas North ont longuement écrit sur la question et leurs analyses auraient pu être pertinentes pour enrichir l'approche de Nussbaum, qui considère aussi l'importance des institutions. Plus encore, il aurait été intéressant de considérer les réflexions de plus d'auteurs quant à la question éthique et philosophique dans l'aide internationale. Ce sont des idées intéressantes pour de nouvelles recherches.

Enfin, proposer une liste de dix capacités centrales comme point d'orientation pour les politiques publiques d'aide au développement pourrait être critiqué, suggérant que cela est encore une fois issu d'une vision très paternaliste. Toutefois, tel que rappelé dans ce travail et par Nussbaum elle-même, cette liste, tout comme les pistes d'action, ne sont que des suggestions pour orienter les responsables politiques qui considéreraient cette approche novatrice. Ce ne sont aucunement des actions devant obligatoirement être adoptées. La délibération et la discussion seront importantes lors de la mise en œuvre de l'approche des capacités pour repenser les politiques publiques de développement.

Ce mémoire s'est attardé sur les politiques publiques d'aide au développement, mais en fait, le développement est un processus continu, une sorte de roue qui tourne sans cesse: aucun pays ne peut être jugé complètement « développé », même ceux qui mettent de l'avant ces politiques. Bien que certains pays soient en meilleure position que d'autres et qu'il soit donc pertinent d'utiliser l'approche de Nussbaum pour repenser le développement, il serait aussi pertinent d'élargir la perspective pour la ramener vers nous-même et analyser ce que cela signifie à l'intérieur même de notre pays d'appliquer cette approche ayant l'individu en son cœur.

Faire rimer développement avec outiller l'individu est en fait un retour aux sources: fondamentalement, l'aide doit être quelque chose de désintéressé et sans frontières où chaque individu veut quelque chose seulement de par son humanité⁴, où le

⁴ Il est intéressant de constater que cette vision nouvelle du développement est très près de l'idée d'altruisme, présente dans plusieurs religions, entre autres dans le christianisme avec le concept « d'amour désintéressé ». On retrouve cette idée dans plusieurs passages de la bible, dont celui des Corinthiens, Paul soutenant qu'on n'est rien sans l'amour et décrivant la nature de cet amour, un amour qui ne doit entre autres pas chercher son intérêt (i.e. désintéressé). Il y a donc un parallèle entre le renouveau du développement et de concepts clés de religions bien connues (2 Cor. 13).

fondement même de l'aide n'est pas tourné vers soi, mais seulement vers l'autre. Ainsi, lorsque ce fondement sera retrouvé, il sera aisé d'adopter l'approche des capacités...

En somme, ce mémoire se voulait une préparation d'une réponse aux nombreuses demandes d'alternative aux présentes approches du développement. Il n'est pas suffisant de critiquer, il faut proposer des pistes pour repositionner ce qui ne fonctionne pas. Pour reprendre la phrase de Collier, nos politiques d'aide au développement n'accompliront toujours pas ce qu'elles devraient accomplir dans trente ans, à moins que... À moins que l'on n'allie philosophie à développement et que l'on refonde la vision de l'aide au développement...

Bibliographie

- Alkire, S. (2002). *Valuing freedoms: Sen's capability approach and poverty reduction*. Oxford: Oxford University Press. Retrieved from <https://login.proxy.bib.uottawa.ca/login?url=http://dx.doi.org/10.1093/0199245797.001.0001>
- Azoulay, G. (2002). *Les théories du développement : du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Black, J. K. (1991). *Development in theory and practice : bridging the gap*. Boulder, Colo: Westview Press.
- Collier, P. (2007). *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It*. Oxford: Oxford University Press UK. Retrieved from <https://login.proxy.bib.uottawa.ca/login?url=http://books.scholarsportal.info/view/doc.html?id=/ebooks/ebooks0/oxford/2011-06-22/1/116370>
- De-Shalit, A., & Wolff, J. (2007). *Disadvantage*. Oxford: Oxford University Press.
- Dewey, J. (1939). *Logic, the theory of inquiry*. New York, Holt and company 1939.
- Easterly, W. R. (2006). *The white man's burden : why the West's efforts to aid the rest have done so much ill and so little good*. New York: Penguin Press.
- Fassin, D. (2010). *La raison humanitaire : une histoire morale du temps présent*. Paris: Gallimard.
- Frediani, A. A. (2010). Sen's Capability Approach as a framework to the practice of development. *Development in Practice*, 20(2), 173–187. <http://doi.org/10.1080/09614520903564181>
- Kant, I. (2012). *Groundwork of the metaphysics of morals* (Revised edition / translation revised by Jens Timmermann.). Cambridge: Cambridge University Press.
- Munck, R., & O'Hearn, D. (1999). *Critical development theory : contributions to a new paradigm*. London ; New York: Zed Books.
- Nussbaum. (2012). *Capabilités : comment créer les conditions d'un monde plus juste ?* Paris: Climats.
- Nussbaum, M. C. (2008). *Femmes et développement humain: l'approche des capacités*. Paris: Des femmes-Antoinette Fouque.

- Nussbaum, M. C. (2015). Philosophy and Economics in the Capabilities Approach: An Essential Dialogue. *Journal of Human Development and Capabilities*, 16(1), 1–14. <http://doi.org/10.1080/19452829.2014.983890>
- Rippin, N. (2016). Multidimensional Poverty in Germany: A Capability Approach. *Forum for Social Economics*, 45(2-3), 230–255. <http://doi.org/10.1080/07360932.2014.995199>
- Rist, G. (2001). *Le développement : histoire d'une croyance occidentale* (2e éd. mise à jour et augm. d'une postface..). Paris: Presses de Sciences Po.
- Rizal, D. P. (2006). *Understanding development, conflict, and violence : the cases of Bhutan, Nepal, North-East India, and the Chittagong Hill Tracts of Bangladesh*. New Delhi: Adroit Publishers.
- Sachs, W. (2010). *The Development dictionary : a guide to knowledge as power* (Second ed.). London: Zed Books Ltd.
- Scholem, G. G. (1961). *Major trends in Jewish mysticism*. New York: Schocken Books.
- Sen, A. (1988). Chapter 1 The concept of development. *Handbook of Development Economics*, 1, 9–26. [http://doi.org/10.1016/S1573-4471\(88\)01004-6](http://doi.org/10.1016/S1573-4471(88)01004-6)
- Stiglitz, J. E., Sen, A., & Fitoussi, J.-P. (2009). *Performances économiques et progrès social: vers de nouveaux systèmes de mesure*. Paris: OJacob.
- Thomas, A. (1999). *Somme contre les gentils: livre sur la vérité de la foi catholique contre les erreurs des infidèles*. Paris: Flammarion.
- Todaro, M. P. (2011). *Economic development* (11th. ed.). Harlow: Pearson Educational Ltd.

Annexe 1

À la fin de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, un rapport a été émis afin de résumer les points saillants de la Commission, les principaux faits établis et les recommandations clés découlant de mois de recherches, de consultations et de discussions. Voici un résumé des douze recommandations faites par la Commission tel que présentées dans le Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (Stiglitz et Al., 2015,p. 14-20):

Recommandation 1: « Dans le cadre de l'évaluation du bien-être matériel, se référer aux revenus et à la consommation plutôt qu'à la production. »

Recommandation 2: « Mettre l'accent sur la perspective des ménages. »

Recommandation 3: « Prendre en compte le patrimoine en même temps que les revenus et la consommation. »

Recommandation 4: « Accorder davantage d'importance à la répartition des revenus, de la consommation et des richesses. »

Recommandation 5: « Élargir les indicateurs de revenus aux activités non marchandes. »

Recommandation 6: « La qualité de la vie dépend des conditions objectives dans lesquelles se trouvent les personnes et de leur « capacités » (capacités dynamiques). Il conviendrait d'améliorer les mesures chiffrées de la santé, de l'éducation, des activités personnelles et des conditions environnementales. En outre, un effort particulier devra porter sur la conception et l'application d'outils solides et fiables de mesure des relations sociales, de la participation à la vie politique et de l'insécurité, ensemble d'éléments dont on peut montrer qu'il constitue un bon prédicteur de la satisfaction que les gens tirent de leur vie. »

Recommandation 7: « Les indicateurs de la qualité de la vie devraient, dans toutes les dimensions qu'ils recouvrent, fournir une évaluation exhaustive et globale des inégalités. »

Recommandation 8: « Des enquêtes devront être conçues pour évaluer les liens entre les différents aspects de la qualité de la vie de chacun, et les informations obtenues devront être utilisées lors de la définition de politiques dans différents domaines. »

Recommandation 9: « Les instituts de statistiques devraient fournir les informations nécessaires pour agréger les différentes dimensions de la qualité de la vie, et permettre ainsi la construction de différents indices. »

Recommandation 10: « Les mesures du bien-être, tant objectif que subjectif, fournissent des informations essentielles sur la qualité de la vie. Les instituts de statistiques devraient intégrer à leurs enquêtes des questions visant à connaître l'évaluation que chacun fait de sa vie, de ses expériences et priorités. »

Recommandation 11: « L'évaluation de la soutenabilité nécessite un ensemble d'indicateurs bien défini. Les composantes de ce tableau de bord devront avoir pour trait distinctif de pouvoir être interprétées comme des variations de certains « stocks » sous-jacents. Un indice monétaire de soutenabilité a sa place dans un tel tableau de bord ; toutefois, en l'état actuel des connaissances, il devrait demeurer principalement axé sur les aspects économiques de la soutenabilité. »

Recommandation 12: « Les aspects environnementaux de la soutenabilité méritent un suivi séparé reposant sur une batterie d'indicateurs physiques sélectionnés avec soin. Il est nécessaire, en particulier, que l'un d'eux indique clairement dans quelle mesure nous approchons de niveaux dangereux d'atteinte à l'environnement (du fait, par exemple, du changement climatique ou de l'épuisement des ressources halieutiques). »

Dans le rapport de la Commission, une explication est fournie suite à chacune des recommandations. Elles ne sont pas résumées ici, puisque le but de cet annexe n'est que de présenter brièvement ces recommandations afin de comprendre leur portée et leur proximité avec l'approche des capacités de Nussbaum.

Annexe 2

Mesurer les capacités

Si un État ou un groupe quelconque applique l'approche de Nussbaum, il serait important qu'il établisse un système pour mesurer les capacités. L'ouvrage de Wolff et De-Shalit, la Commission Sarkozy et le cas de l'Allemagne donnent de bonnes pistes à ce sujet, puisque l'approche de Nussbaum n'est pas très précise à ce niveau. Cette dernière suggère qu'on peut l'inférer via d'autres données, par exemple si un fonctionnement faible est souvent corrélé avec une situation en particulier (Nussbaum, 2012, p. 89).

Wolff et De-Shalit, tout comme Rippin, suggèrent de mesurer les capacités non seulement avec des données objectives, tel le taux d'alphabétisme, mais aussi via des données plutôt subjectives, semblables à l'échelle de Cantril. Wolff et De-Shalit, suggèrent d'appliquer le *York Model*, qui consiste à l'évaluation via deux données objectives et une donnée subjective, afin de comprendre l'ensemble de la situation d'un individu. Lorsqu'un individu situe numériquement sa situation sur une échelle, un certain nombre pourrait être déclaré comme le « seuil » et tout individu sous ce seuil nécessiterait assistance, la situation n'étant pas minimalement juste selon l'approche des capacités.

Nussbaum rappelle que la mesure ne doit pas seulement être quantitative, mais aussi qualitative. En effet, elle soutient qu'au niveau du droit, nous n'évaluons pas les actions des individus via des données quantitatives, mais via le code de lois établi par le pays. Ainsi, ceci pourrait être une avenue pour réfléchir à un certain « code » pour mesurer les capacités, permettant, comme Nussbaum l'avance, de comprendre l'existence ou non de capacités via certains aspects de la vie de chacun.

Bref, afin de montrer encore plus l'importance de nouveaux outils de mesure apportés par l'approche des capacités, voici une histoire réelle, présentée par Alkire dans son livre. « En 1995, une organisation de femmes dans la ville d'Arabsolangi au Pakistan demanda à Oxfam des fonds pour une activité pour générer des revenus dans son village. « Together, the male and female social organizers and one Oxfam program officer invited eight of the poorest persons in the village to participate with them in this initiative. » (Alkire, 2002, p. 1). Après discussion, ils décidèrent de développer une culture de roses, qui s'avéra très profitable, générant un bon revenu pour ces nouveaux travailleurs. Une des femmes invitées raconta l'impact de ce projet dans sa vie, un an après ses débuts:

Dadi Taja, a widow, became, quite literally, able to 'walk about without shame and reported, 'People in the village now respect me'. Dadi Taja explained that she values the income the rose project produces, but this is not its only benefit. She also mentioned her delight that the fragrance of roses permeates her clothing, her satisfaction from working together in a group, and her inner peace because the garlands are used in saints' shrines and to decorate the Qur'an Sharif. (Ibid)

Ainsi, l'on voit clairement que des indicateurs purement économiques ne mesureraient pas les divers aspects, primordiaux pour plusieurs. Mesurer le bien-être en termes de capacités permet de tenir compte de ces éléments si importants et valorisants pour une vie enrichie pour chacun. Les éléments présentés permettent de donner une bonne idée de quelle façon l'on pourrait mesurer concrètement ces capacités.